

**L'ÉTOILE DU NORD**  
ÉDITION FRANÇAISE

**Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique  
Société des Carpatho-Russes Canadiens**

**Gloire à OCTOBRE**



---

---

**Le 7 novembre 2011 Les communistes du monde entier ont célébré le 94ème anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre**

# STALINE : A propos de la Chine

Les discours et articles de Staline sur la Chine écrits dans les années 1926-27 sont d'une signification profonde en ce qu'ils exposent les fondements théoriques de la politique du communisme par rapport à la Chine, partant, de la compréhension des tâches révolutionnaires dans l'ensemble du monde colonial et semi-colonial. L'étude de ces textes devrait être associée à la lecture de la politique de Lénine pendant la Révolution de 1905 en Russie, telle qu'elle s'exprime dans Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.

Staline applique les idées de Lénine, qu'il développe, à l'examen des tâches de la révolution chinoise.

Dans la période qui s'étend de 1926 à 1927, étudiée par Staline, les armées nationales révolutionnaires du Kuomintang triomphaient des armées des seigneurs de guerre et des généraux réactionnaires soutenus par les impérialistes. Au sein du front uni anti-impérialiste se produisait une grande montée du bloc formé par les ouvriers, les paysans et la bourgeoisie nationale. Mais précisément au moment de la victoire des armées du Kuomintang, les chefs de l'aile droite du Kuomintang se tournèrent contre la révolution et se joignirent à l'impérialisme contre la révolution.

La perspective globale de Staline se fonde sur la reconnaissance du besoin (1) de prendre en considération les particularités nationales de la Chine ; (2) de gagner tous les alliés possibles à chaque phase de la révolution ; (3) d'adapter les mots d'ordre à la situation changeante afin de donner une direction aux masses et de les rendre capables de tirer profit de leur propre expérience à chaque étape. Voici les principales questions éclaircies par Staline dans ses discours et articles : 1. Il définit le caractère général de la révolution chinoise en tant que révolution démocratique bourgeoise qui se caractérise par une révolution de libération nationale dirigée contre l'impérialisme étranger. 2. Il montre que la révolution doit être menée par la classe ouvrière et son parti qui se doit d'éveiller la conscience des millions de paysans, de les gagner à la révolution et aussi de s'allier à des fractions de la bourgeoisie nationale à des étapes déterminées de la révolution.

3. Il montre que le pouvoir issu de la révolution victorieuse sera un pouvoir du type de la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie. Ce pouvoir sera d'abord et avant tout dirigé contre l'impérialisme. Il aura la responsabilité de diriger les paysans vers la réalisation de la réforme agraire par la confiscation des domaines privés et, ce faisant, d'abolir le féodalisme en Chine et d'inaugurer un nouveau développement non capitaliste de l'économie chinoise qui mènera au socialisme. 4. Staline insiste particulièrement sur l'étude des aspects militaires de la révolution chinoise, soulignant le rôle clé des armées révolutionnaires en Chine. En ce qui a trait à la politique des impérialistes en Chine, il signale que l'intervention impérialiste prend la forme non seulement d'une invasion étrangère, mais aussi de l'usage de réactionnaires autochtones, "intervention par l'intermédiaire d'agents".

Notes 1. Non disponible en français. 2. Se référer cependant à Staline, La question nationale et le léninisme à propos des pays socialistes. 3. Voir Staline, Rapport au XVI<sup>e</sup> congrès du PC (b) URSS, Des principes du léninisme. 4. Voir Staline, Rapport au XVI<sup>e</sup> congrès du PC (b) URSS, Des principes du léninisme ; Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. 5. Voir Staline, Le caractère international de la révolution d'Octobre.

## Encore sur l'Essence du Léninisme

### Centre International pour la Formation de la Doctrine Moderne Communiste

<http://www.mltranslations.org/index.htm>

Communiqué du Centre Soviétique du Centre International pour la Formation de la Doctrine Moderne Communiste, livré à la conférence pour la commémoration de l'anniversaire de Lénine, Moscou, le 21 janvier 1997, par V.I. Dyachenko.

La question essentielle du Léninisme n'est pas aléatoire et il est clair qu'elle est soulevée suite aux tentatives continues de réviser les enseignements du Marxisme-Léninisme.

Les révisionnistes et les opportunistes de toutes sortes qui ont repris la direction du PCUS et de l'État Soviétique après la mort de Staline, dans une période de quarante ans, ont réussi à déformer dans la conscience de la majorité des communistes Soviétiques et des communistes à l'étranger, l'essence du Marxisme-Léninisme quant à la stratégie et la tactique de la construction de la société communiste. Le point principal est l'enseignement sur (dans un sens large) la révolution communiste avec le but d'établir la dictature du prolétariat et la formation des relations sociales communistes. C'est spécifiquement contre ces principes de base que l'idéologie du CPRF [le Parti communiste de la Fédération de Russie] - se bat, sous la direction "sage" du "communiste en chef du pays" Zyuganov, qui, autant que l'essence du Marxisme-Léninisme est concernée, n'est rien de plus qu'un vrai disciple de la tendance contre-révolutionnaire de la clique des renégats. Khrushchev-Brezhnev-Gorbachev.

"Il est souvent dit et écrit que le point principal dans la théorie de Marx est la lutte des classes. Mais c'est faux. Et cette fausse notion aboutit très souvent à une altération opportuniste du Marxisme et sa falsification dans un esprit acceptable pour la bourgeoisie. Quant à la théorie de la lutte des classes elle n'a pas été créée par Marx, mais par la bourgeoisie avant Marx et, en général, c'est acceptable pour la bourgeoisie. Ceux qui reconnaissent seulement la lutte des classes ne sont pas encore des Marxistes; ils peuvent toujours se

trouver encore dans les limites de la pensée et de la politique bourgeoise. Limiter le Marxisme à la théorie de la lutte des classes signifie tronquer le Marxisme, le déformant, le réduisant à quelque chose acceptable pour la bourgeoisie. Seulement est Marxiste celui qui prolonge l'identification de la lutte des classes à l'identification de la dictature du prolétariat. C'est ce qui constitue la distinction la plus profonde entre le Marxiste et l'ordinaire petit (aussi bien que grand) bourgeois. C'est la pierre de touche sur laquelle la compréhension réelle et l'identification de Marxisme doit être évaluée...

"L'essence de la théorie de Marx de l'état", conclut Lénine, a été maîtrisée seulement par ceux qui se rendent compte que la dictature d'une seule classe est nécessaire non seulement pour chaque société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui a renversé la bourgeoisie, mais aussi pendant la période entière historique qui sépare le capitalisme de 'la société sans classe' du communisme." (V.I. Lénine, l'État et Révolution, Œuvres complètes, V. 25, p. 417-418.)

Selon la définition donnée par Lénine, la dictature du prolétariat est "la base de la révolution prolétarienne." De cela J.V. Staline a tiré une conclusion entièrement juste que l'essence du Léninisme consiste en la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne avec le but d'établir la dictature du prolétariat (J.V. Staline, Travaux V. 8, p. 17.)

La contribution la plus grande de Lénine au prolétariat international a consisté dans la reprise de l'essence révolutionnaire du Marxisme, qui a été perverti et transformé en une théorie de la coexistence des classes par les représentants de la petite bourgeoisie dans le mouvement communiste - les opportunistes de la Seconde Internationale, qui ont nié la révolution et la dictature du prolétariat.

Lénine a dû entreprendre dans le parti une lutte idéologique approfondie contre les détenteurs de l'idéologie de propriétaire privé, qui a représenté les intérêts de la petite bourgeoisie dans la campagne et

les villes. À cet égard dans son travail <les Tâches Immédiates du Gouvernement Soviétique>. Lénine a écrit: "Dans les terres où la population de petits propriétaires prédomine sur la population purement prolétarienne, la différence entre le révolutionnaire prolétarien et le révolutionnaire petit- bourgeois se fera inévitablement sentir et se fera de temps en temps sentir très brusquement... L'origine sociale de tels types est le petit propriétaire, qui a été poussé à la frénésie par les horreurs de la guerre, par la ruine soudaine, par les supplices sans précédent de la famine et la dévastation, lequel... recherchant une sortie, cherchant le sauvetage, place sa confiance dans le prolétariat et le soutient un moment et ensuite se laisse aller au désespoir. Nous devons clairement comprendre et nous rappeler fermement le fait que le socialisme ne peut pas être construit sur une telle base sociale. La seule classe qui peut diriger les travailleurs et les exploités est la classe qui suit inébranlablement son chemin... Ce que nous avons besoin est l'avance stable de bataillons de prolétaires de fer." (V.I. Lenin V. 27, p. 276-277).

Les tentatives de pervertir l'essence de Léninisme ont été effectuées, depuis la mort de V.I. Lénine, par les opportunistes de droite et de gauche dans le PCUS (B). Cependant Staline les a combattus. Prenez par exemple la définition de Trotsky du Léninisme. Il a écrit quant à cette question: "le Léninisme, comme un système d'action révolutionnaire, suppose un instinct révolutionnaire formé dans la réflexion et l'expérience qui, dans la sphère sociale, est équivalent à la sensation musculaire dans le travail physique." Staline a montré que ce n'est rien de plus qu'un jeu de mots. (J.V. Staline, Travaux, V. 8, p. 289.) Le Trotskiste Zinoviev a défini le Léninisme de cette façon: "le Léninisme est le Marxisme de l'ère des guerres impérialistes et de la révolution mondiale qui a commencé directement dans un pays où la paysannerie prédomine." Basé sur sa propre définition du Léninisme, Zinoviev a considéré que la question principale est le rôle de la paysannerie. Staline a dit: " Comme vous voyez, la thèse de Zinoviev suit entièrement sa fausse définition du Léninisme. C'est donc aussi faux que sa définition du Léninisme est fausse.

"Est-ce que la thèse de Lénine la dictature du prolétariat est 'le contenu de base de la révolution prolétarienne' est correcte? C'est incontestablement correct. Est -ce que la thèse <le Léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétaire> est correcte? Je pense que c'est correct. Mais qu'est-ce qui en découle? Il s'ensuit que la question fondamentale du Léninisme, son point de départ, sa base, est la question de la dictature du prolétariat" (J.V. Staline, Travaux, V. 8, p. 14, 17.)

Les opportunistes de droite, sous la direction de Bukharine, qui ont exprimé les intérêts des koulaks à la campagne, ont nié la dictature du prolétariat. L'idée de la mort de la dictature du prolétariat lors de la construction du socialisme et de la transformation de la société de classes en une société sans classe, appartient en particulier à Bukharine. Cependant sa théorie a été exposée d'abord par Lénine et après sa mort par J.V. Staline. "Alors" Staline a désigné "les trois aspects principaux de la dictature du prolétariat. "1) L'utilisation de l'autorité du prolétariat pour la suppression des exploités, pour la défense du pays, pour la consolidation des liens avec les prolétaires d'autres pays et pour le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays.

"2) L'utilisation de l'autorité du prolétariat pour détacher les masses laborieuses et exploitées une fois pour toutes de la bourgeoisie, pour consolider l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour entraîner ces masses dans le travail de construction socialiste et assurer la direction d'état de ces masses par le prolétariat.

"3) L'utilisation de l'autorité du prolétariat pour l'organisation du socialisme, pour l'abolition des classes, pour la transition à une société sans classes, à une société socialiste.

"La dictature du prolétariat est une combinaison de tous ces trois aspects. Aucun de ces aspects ne peut être avancé comme la particularité unique caractéristique de la dictature du prolétariat. D'autre part, vu l'état des choses d'encerclement capitaliste, l'absence de même une de ces particularités est suffisante pour que la dictature du prolétariat cesse d'être une dictature." (J.V. Staline, Concernant les Questions de Léninisme, "la Révolution Prolétarienne et la Dictature du Prolétariat", V. 8, p. 31-32.)

Défendant l'essence du Léninisme au cours de la lutte idéologique contre l'opposition, Staline a dit: "en effet pourquoi le C.P.S.U. (B.) exprime tant de méfiance envers l'opposition? La raison en est que l'opposition a eu l'intention de remplacer le Léninisme par le Trotskisme... 'améliorer' le Léninisme au moyen du Trotskisme. Mais le Parti veut rester fidèle au Léninisme, malgré tous les artifices divers de tous ces faux aristocrates dans le Parti. C'est la cause première pourquoi le Parti, qui a fait trois révolutions, a trouvé nécessaire de tourner son dos sur Trotsky et sur l'opposition dans l'ensemble." (J.V. Staline, Travaux, V. 10. 165.)

La tragédie est arrivée après la mort de Staline, quand la direction du PCUS et de l'État a été saisie par les détenteurs d'une psychologie et d'une idéologie petite-bourgeoise, les continuateurs de l'opposition Trotskiste-Bukhariniste. En conséquence, l'anarchie petite-bourgeoise a repris le parti et la société.

Le révisionnisme dans le PCUS a été combattu ensuite par le Parti du Travail de l'Albanie, lutte menée par Enver Hoxha. Cela s'est terminé par une confrontation totale entre l'Union soviétique et l'Albanie. Dans l'article "les révisionnistes Soviétiques ne réussiront pas à déguiser leur visage déloyal avec démagogie", en 1969 il a écrit:

"Le révisionnisme Khrushcheviste en Union soviétique a subi plusieurs étapes, en conformité avec lequel ses formes, ses méthodes et sa tactique de lutte et l'action pour effectuer en pratique son cours anti-marxiste et déloyal et le camoufler, ont aussi changés..."

"Dans le domaine idéologique les révisionnistes ont remplacé les idées et la ligne cohérente marxiste - léniniste de Staline sur toutes les questions fondamentales avec les idées et la ligne anti-marxiste du révisionnisme moderne. Les opportunistes et Trotskistes divers, Bukharinistes et les ennemis Zinovievistes, les nationalistes et les autres, en Union soviétique ont été proclamés comme 'les victimes de Staline' et ont été placés sur le piédestal des 'martyrs' et des 'héros'... Ils ont lancé le slogan d'unité avec les social-démocrates à l'échelle nationale et internationale 'dans la lutte commune pour le socialisme,' et la voie a été pavée pour le rapprochement complet idéologique,

politique et organisationnel et la fusion des partis communistes avec les partis sociaux-démocrates..."

"Dans le domaine politique Khrouchtchev et son groupe ont sali et ont renoncé à la théorie marxiste - léniniste et à la pratique de la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, l'appelant 'une altération staliniste' et proclamant la période entière historique de la direction de Staline 'une période sombre, anti-démocratique, une période des violations de la légalité socialiste, de terreur et de meurtres, de prisons et de camps de concentration.' La route a été ainsi ouverte pour la liquidation de la dictature du prolétariat et pour son remplacement par la dictature bureaucratique et contre-révolutionnaire de la nouvelle aristocratie 'socialiste' qui est née et se développait, tout cela étant couvert de slogans trompeurs de 'démocratisation' et de 'la restauration de la liberté et la justice socialiste' prétendument 'perdue et maintenant regagnée.'

"Dans le domaine économique, les Khrushchevistes ont déclaré comme faux et incorrect la ligne de Staline et les méthodes de développement et la gestion de l'économie socialiste dans toutes les branches, particulièrement dans celui de l'agriculture, et ont rejetées les directives de Staline sur la nouvelle amélioration et le développement des relations socialistes de production dans la période historique de la transition du socialisme au communisme et, cela sous le prétexte de surmonter 'la stagnation' de l'économie et les difficultés prétendument créées suite à la ligne 'dogmatique' de Staline, entreprise par une série de 'réformes' qui ont frayé la voie à la dégénération graduelle de l'ordre socialiste économique et à l'opération non contrôlée des lois économiques du capitalisme." (Enver Hoxha, le Parti du Travail de l'Albanie dans Bataille avec le Révisionnisme Moderne, Discours et Articles, p. 477, 481-482).

Ce chemin a conduit à la restauration totale des relations capitalistes dans notre pays, qu'en termes de théorie est le résultat, selon notre point de vue, de la révision essentielle du Léninisme par le PCUS.

Pour conclure, laissez-moi revenir de nouveau aux mots brillants d'Enver Hoxha qui a dit, je vous rappelle, en 1969:

"Malgré le fait que pas tous les communistes et le prolétariat en Union soviétique voient que le Parti

communiste actuel de l'Union soviétique n'a rien en commun avec le parti Bolchevique de Staline-Lénine, le bolchevisme est toujours vivant en Union soviétique et les révolutionnaires Soviétiques Bolcheviques ne seront pas défaits face à la tragédie que la terre des Soviets vit en ce moment, mais ils reconstitueront les grandes traditions de la Révolution Octobre, des temps héroïques de Lénine et le Staline. Et la seule route possible pour cela est

la récréation d'un parti Marxiste-Léniniste-Staliniste révolutionnaire, qui doit prendre en mains la bannière de la lutte pour le renversement de la clique de révisionnistes et la restauration de la dictature du prolétariat, pour que l'Union soviétique revienne en arrière sur la route du communisme". (Ibid. p. 503-504).

<http://www.mltranslations.org/index.htm>

Traduction Dr Adélarde Paquin

## **Crise systémique globale – USA 2012/2016 : Un pays insolvable et ingouvernable**

*Communiqué public GEAB N°60 (15 décembre 2011)*

Comme annoncé dans de précédents GEAB, notre équipe présente dans ce GEAB N°60 ses anticipations sur l'évolution des États-Unis pour la période 2012-2016. Ce pays, épice de la crise systémique globale et pilier du système international depuis 1945, va traverser une période particulièrement tragique de son histoire au cours de ces cinq années. Déjà insolvable il va devenir ingouvernable, entraînant pour les Américains et ceux qui dépendent des États-Unis des chocs économiques, financiers, monétaires, géopolitiques et sociaux violents et destructeurs. Si les États-Unis d'aujourd'hui sont déjà bien différents de l'« hyperpuissance » de 2006, année de publication des premiers GEAB annonçant la crise systémique globale et la fin de la toute-puissance US, les changements que nous anticipons pour la période 2012-2016 sont encore plus importants, et vont transformer radicalement le pays, son système institutionnel, son tissu social et son poids économique et financier.

Parallèlement, comme à chaque mois de Décembre, nous évaluons nos anticipations pour l'année écoulée. Cet exercice trop rarement pratiqué par les think-tanks, experts et médias (1) est un instrument permettant à nos abonnés (2) comme à nos chercheurs de vérifier que notre travail garde bien

une forte valeur-ajoutée et qu'il est en prise directe avec la réalité. Cette année notre score s'est légèrement amélioré et LEAP/E2020 atteint ainsi un résultat de 82% de succès dans ses anticipations pour 2011.

Nous détaillons par ailleurs nos recommandations concernant les devises, l'or, les bourses et les conséquences de la marginalisation du Royaume-Uni au sein de l'UE (3) sur la Livre, les Gilts et la dette britannique et nous formulons quelques conseils concernant les évolutions du système institutionnel américain (4).

Dans ce communiqué public nous avons choisi de présenter un extrait de notre anticipation sur l'évolution des États-Unis pour la période 2012-2016.

Mais avant d'aborder le cas américain, nous souhaitons faire le point sur la situation européenne (5).

### **De la non-dislocation de l'Euroland à la dislocation du Royaume Uni**

Comme anticipé par notre équipe, le sommet européen de Bruxelles des 7 et 8 Décembre derniers a bien débouché sur deux événements-clés :

\* la poursuite de l'intégration de l'Euroland avec une accélération et un renforcement des intégrations budgétaires et financières et l'amorce d'une intégration fiscale (6). Les gouvernements de la zone Euro, Allemagne en tête, ont confirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de ce processus, contrairement à tous les discours anglo-saxons et eurosceptiques qui depuis deux ans prédisaient que l'Allemagne abandonnerait l'Euro. Parallèlement, ils refusent de suivre le chemin de la Fed et de la Banque d'Angleterre en s'interdisant de faire tourner la planche à billets (Quantitative Easing) tant que la discipline budgétaire n'est pas assurée au sein de l'Euroland (7). Les échecs évidents des QE aux États-Unis comme au Royaume-Uni (8) confirment la pertinence de ce choix qui permettra fin 2012 d'initier la création d'Eurobonds (9).

En revanche, l'« assurance » que le cas grec, d'« imposition volontaire » d'une décote de 50% aux créanciers privés du pays, restera une exception est une promesse qui n'engage que ceux qui la croient. Elle a d'ailleurs été poussée par le président français Nicolas Sarkozy dont les concitoyens savent très bien, après cinq ans de pratique, que ses engagements n'ont aucune valeur durable et sont toujours de nature tactique (10).

. La marginalisation durable (au moins 5 ans) du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne confirmant de manière éclatante que c'est bien l'Euroland dorénavant qui dirige les affaires européennes. L'incapacité de David Cameron à pouvoir rassembler ne serait-ce que deux ou trois des « alliés traditionnels » du Royaume-Uni (11) illustre l'affaiblissement structurel de la diplomatie britannique et le manque de confiance général en Europe sur la capacité du Royaume-Uni à surmonter la crise (13). C'est aussi un indicateur fiable de la perte d'influence des États-Unis sur le continent puisque l'envoi du Secrétaire au Trésor Tim Geithner et du vice-président Joe Biden en maraude sur le continent quelques jours avant le sommet n'a servi à rien et n'a pas permis d'éviter l'échec britannique (13).

Ce sommet aura donc en effet été historique, mais pas encore parce qu'il aura réglé les problèmes financiers et budgétaires européens. Comme nous l'avions anticipé en Décembre 2010, et comme Angela Merkel vient de le rappeler au Bundestag, le chemin de l'Euroland est un parcours long, complexe, et chaotique, à l'image de la route parcourue depuis les années 1950 en matière d'intégration européenne (14). Mais c'est un chemin qui renforce notre continent et va placer l'Euroland au cœur du monde d'après la crise (15). Si les marchés ne sont pas contents de cette réalité, c'est leur problème. Ils vont continuer à voir leurs actifs-fantômes s'envoler en fumée, leurs banques et hedge funds faire faillite, essayant en vain de faire grimper les taux sur les dettes européennes (16) avec pour résultat de voir les notes des agences de crédit anglo-saxonne perdre toute crédibilité (17).

Ce sommet est historique car il confirme et dynamise le retour des pays fondateurs de l'UE aux commandes du projet européen et car il montre que loin d'assister à une dislocation de la zone Euro, le choc qu'a tenté David Cameron sur ordre des financiers de la City (18), aboutit à une accélération de la dislocation du Royaume-Uni (19). Outre l'affrontement entre Libéraux-Démocrates et Conservateurs qu'a initié l'attitude de Cameron, fragilisant toujours plus une coalition déjà bien mal en point, cette marginalisation britannique suscite une opposition farouche en Écosse et au Pays de Galles dont les dirigeants proclament leur attachement à l'UE et leur volonté, pour ce qui est de l'Écosse (20), de rejoindre l'Euro une fois le processus d'indépendance mis en route vers 2014 (21).

Et, cerise sur le gâteau, la collusion entre la City et le gouvernement britannique est désormais un thème qui dépasse les frontières britanniques et renforce la détermination du continent à mettre sous contrôle définitif cette entité « hors la loi ». Comme nous l'avons décrit depuis Décembre 2009 et le début des attaques contre la Grèce et l'Euroland, la City, effrayée par les conséquences de la crise en matière de réglementation européenne, s'est lancée dans une attaque contre l'Euroland en gestation, mettant à son

service le parti Conservateur et les médias financiers anglo-saxons (22). L'épisode du récent sommet de Bruxelles marque une défaite majeure pour la City dans cette guerre de plus de plus publique, exposant au passage la rancœur d'une majorité de Britanniques non pas contre l'Euroland mais contre la City (23) accusée de parasiter le pays (24).

Avec 1 800 milliards £ d'argent public investis dans les banques pour éviter leur effondrement en 2008, les contribuables britanniques sont en effet ceux qui ont payé le plus cher le sauvetage des établissements financiers. Et le gouvernement anglais peut bien continuer à exclure cette somme du calcul de son endettement public en prétendant qu'elle est un « investissement », de facto, de moins en moins de monde imagine que les banques de la City se remettront de la crise, surtout depuis l'aggravation du second semestre 2011 : les actions achetées par l'État ne valent en fait déjà plus rien. Le « hedge fund UK » est au bord du précipice (25)... et grâce à David Cameron et à la City, il est isolé, sans personne pour lui venir en aide, ni en Europe ni aux États-Unis.

Avec la bulle chinoise (26) sur le point de rejoindre la récession européenne et la dépression américaine, la tempête de 2012 va déterminer si David Cameron et son ministre des Finances George Osborne sont de dignes descendants des grands navigateurs britanniques.

**Mais revenons maintenant à l'extrait de notre anticipation sur l'avenir des États-Unis pour la période 2012-2016.**

### **USA 2012/2016 : Un pays insolvable et ingouvernable**

Dans ce GEAB N°60, notre équipe présente donc ses anticipations à propos de l'avenir des États-Unis pour la période 2012-2016. Nous rappelons que depuis 2006 et les premiers GEAB, LEAP/E2020 a décrit la crise systémique globale comme un

phénomène caractérisant la fin du monde tel qu'on le connaît depuis 1945, marquant l'effondrement du pilier américain sur lequel cet ordre mondial a reposé depuis près de sept décennies. Dès 2006, nous avons identifié les années 2011-2013 comme étant celles au cours de laquelle le « Mur Dollar » sur lequel est assise la puissance des États-Unis allait se disloquer. L'été 2011, avec la dégradation de la note de crédit des USA par l'agence S&P a marqué un tournant historique et a confirmé que l'« impossible » (27) était bien en train de se concrétiser. Il nous paraît donc essentiel de fournir aujourd'hui à nos lecteurs une vision anticipatrice claire sur ce qui attend le « pilier » du monde d'avant la crise au moment où cette crise est passée à la « vitesse supérieure » depuis l'été 2011 (28).

Ainsi, selon LEAP/E2020, l'année électorale 2012 qui s'ouvre sur fond de dépression économique et sociale, de paralysie complète de l'appareil d'état fédéral (29), de fort rejet du bipartisme traditionnel et de questionnements croissants sur la pertinence de la Constitution, inaugure une période cruciale de l'histoire des États-Unis. Au cours des prochaines quatre années, le pays va être soumis à des chocs politiques, économiques, financiers et sociaux comme il n'en a pas connu depuis la fin de la Guerre de Sécession qui, hasard de l'Histoire, débuta très exactement il y a 150 ans en 1861. **Au cours de cette période, les États-Unis vont être simultanément insolubles et ingouvernables**, transformant en « bateau-ivre » ce qui fut le « navire-amiral » du monde de ces dernières décennies.

Pour rendre compréhensible la complexité des processus en cours, notre équipe a choisi d'organiser ses anticipations en la matière autour de trois grands pôles :

1. La paralysie institutionnelle US et la dislocation du bipartisme traditionnel
2. La spirale économique infernale US: récession/dépression/inflation
3. La décomposition du tissu socio-politique US

## La spirale économique infernale US: récession/dépression/inflation (extrait)

En effet, les États-Unis terminent l'année 2011 dans un état de faiblesse sans équivalent depuis la Guerre de Sécession. Ils n'exercent plus aucun leadership significatif au niveau international. La confrontation entre blocs géopolitiques s'aigüise et ils se trouvent confrontés à presque tous les grands acteurs du monde : Chine, Russie, Brésil (et plus généralement quasiment toute l'Amérique du Sud) et désormais l'Euroland (30). Parallèlement, ils n'arrivent pas à maîtriser un chômage dont le taux réel stagne autour de 20% sur fond d'une réduction continue et sans précédent de la population active (qui est tombée désormais à son niveau de 2001 (31)).

L'immobilier, fondement de la richesse des ménages US avec la Bourse, continue à voir ses prix chuter année après année malgré les tentatives désespérées de la Fed (32) de faciliter les prêts à l'économie via son taux zéro. La Bourse a repris sa baisse interrompue artificiellement par les deux Quantitative Easing de 2009 et 2010. Les banques américaines, dont les bilans sont beaucoup plus chargés en produits financiers dérivés que leurs homologues européennes, s'approchent dangereusement d'une nouvelle série de faillites dont MF Global est un signe avant-coureur, démontrant l'inexistence des procédures de contrôle ou d'alerte trois ans après l'effondrement de Wall Street en 2008 (33).

La pauvreté s'étend chaque jour un peu plus dans le pays où un Américain sur six dépend désormais des bons d'alimentation (34) et où un enfant sur cinq connaît des épisodes de vie dans la rue (35). Les services publics (éducation, social, police, voirie, ...) ont été considérablement réduits dans tout le pays pour éviter les faillites de villes, comtés ou États. Le succès rencontré par la révolte des classes moyennes et des jeunes (TP et OWS) s'explique par ces évolutions objectives. Et les années à venir vont voir ces tendances s'aggraver.

L'état de faiblesse de l'économie et de la société US de 2011 est paradoxalement le résultat des tentatives de « sauvetage » conduites en 2009/2010 (plans de

stimulation, QE, ...) et de la dégradation d'une situation « normale » pré-2008. 2012 va marquer la première année de dégradation à partir d'une situation déjà très détériorée (36).

Les PME, les ménages, les collectivités locales (37), les services publics, ... n'ont plus de « matelas » pour atténuer le choc de la récession dans laquelle le pays est à nouveau tombé (38). Nous avons anticipé que l'année 2012 allait voir une baisse de 30% du Dollar US par rapport aux principales devises mondiales. Dans cette économie qui importe l'essentiel de ses biens de consommation, cela se traduira par une baisse quasiment équivalente du pouvoir d'achat des ménages US sur fond d'inflation à deux chiffres.

TP et OWS ont donc de beaux jours devant eux car la colère de 2011 va devenir de la rage en 2012/2013...

-----

Notes:

(1) Sans même parler des agences de notation qui passent leur temps à modifier leurs évaluations, preuve qu'elles ne disposent d'aucune méthodologie fiable et qu'elles voguent au gré des pressions et des modes.

(2) Qui peuvent juger ainsi directement à la fois la pertinence de nos anticipations et l'honnêteté de nos évaluations.

(3) Une évolution anticipée de longue date par notre équipe.

(4) A la demande de nombreux lecteurs US.

(5) C'est dans le GEAB 61 ou 62 que nous présenterons nos anticipations pour l'UE 2012-2016.

(6) Le président de l'UE, Herman Van Rompuy, a presque raison de dire que dans quelques années on jugera cette fin d'année 2011 comme une « annus mirabilis » pour l'Europe. Pour notre équipe, c'est

2012 qui sera en fait l'année clé. Source : [Le Soir](#), 13/12/2011

(7) Source : [New York Times](#), 10/12/2011

(8) La Banque des Règlements Internationaux vient de signaler au Royaume-Uni que sa politique de Quantitative Easing était en train d'échouer. Source : [Telegraph](#), 12/12/2011

(9) Quoiqu'en dise Angela Merkel aujourd'hui.

(10) Les Allemands, Néerlandais et autres pays excédentaires sont d'ailleurs bien décidés à revenir sur ce point le jour venu. Et nous maintenons notre anticipation sur le fait que 30% des dettes occidentales publiques ne seront pas remboursées en 2012 : en Europe, au Japon et aux États-Unis.

(11) C'est-à-dire les pays européens encore inféodés à Washington comme la Tchéquie de Vaclav Klaus, les pays baltes ou la Suède.

(12) Tous les pays hors zone Euro, sauf le Royaume-Uni, se sont sagement rangés derrière la bannière de la monnaie unique européenne. Mais bien entendu, ils sont sans aucun doute « irresponsables », « idiots » ou « inconscients »... à la différence des chroniqueurs des médias anglo-saxons qui eux savent que tout cela est condamné à l'échec. Tout comme avant 2008, ils étaient persuadés de l'invincibilité de la finance anglo-saxonne ou, jusqu'au second semestre 2011, que la crise était sous contrôle ! Source : [Libération](#), 13/12/2011

(13) Ce type de visites US de haut rang ou de coup de téléphones présidentiels, largement relayés par la presse US, juste avant un sommet européen est devenu une caractéristique de l'administration Obama. Faute de pouvoir influencer sur les événements - puisque les Eurolandais ont bien fait comprendre à Washington de s'occuper de ses propres affaires, cela permet de faire croire à l'opinion publique américaine que Washington est toujours le « deus ex machina » des affaires européennes ; alors même que jamais depuis 1945, l'influence US n'aura été aussi faible sur l'évolution de l'Europe. C'est vrai que

sans argent, sans menace commune et sans crédibilité en matière économique et financière, la tâche des envoyés américains n'est pas facile !

(14) Source : [Euronews](#), 14/12/2011

(15) Selon LEAP/E2020, Angela Merkel est sans conteste aujourd'hui le seul « homme d'état » européen, et même occidental. Elle n'est pas une grande visionnaire mais c'est la seule responsable politique mariant la nécessité de politiques difficiles avec une vision positive de l'avenir. Et quoiqu'on en pense, elle fait preuve d'une indéniable détermination, une qualité nécessaire pour réaliser les choses qui ont de l'importance en politique et qui sont toujours des choses difficiles.

(16) Nous disons « en vain » pour deux raisons. D'une part, parce que les taux réels actuels ne sont pas du tout ceux qu'utilise la presse (voir graphique ci-dessus) ; et d'autre part, parce que, selon nos analyses, l'Euroland en 2012 ou début 2013, si les taux continuent à monter, va entreprendre de collecter directement une partie de l'immense épargne européenne pour se désengager à ses conditions des marchés financiers anglo-saxons ... qui devront accepter une grosse décote.

(17) A ce propos, la composition de l'actionnariat des trois agences éclaire l'absence totale d'indépendance de leurs décisions puisqu'elles sont aux mains de quelques grandes banques et fonds d'investissements US (source : [Bankster](#), 04/11/2011). Il est temps qu'elle dégrade la note de l'Euroland de plusieurs points ... pour que les investisseurs fassent leurs choix : croire les notes des agences ou se fier à leurs propres opinions (source : [CNBC](#), 15/12/2011). Il y aura une différence in fine. Selon LEAP/E2020, ceux qui suivront les agences seront les plus gros perdants de cette crise financière. Et la tentative des gouvernements européens de « garder à tout prix leur AAA », comme c'est le cas de Nicolas Sarkozy, démontre une seule chose : ils ne font qu'écouter leurs amis financiers. Quand on est l'Euroland et qu'on est le premier bloc commercial mondial, le détenteur de la plus grosse épargne mondiale, etc..., on se moque

complètement des agences de notation. On les ignore ou on leur casse les reins. Deux choses qui seront au programme de 2012 d'ailleurs.

(18) Les « hedge funds » de la City sont devenus les plus gros donateurs du parti conservateur (voir graphique ci-dessus) qui de facto est leur relais politique. Et ces mêmes « hedge funds » ont bien entendu une tendresse particulière pour les Eurosceptiques britanniques dont Roger Cohen brosse un tableau particulièrement édifiant dans le [New York Times](#) du 13/12/2011 Ce que reproche les eurosceptiques britanniques à Angela Merkel, ce n'est pas qu'elle soit allemande, mais c'est qu'elle ne soit pas nazie. Si c'était le cas, leurs idées de « race supérieure » pourraient s'exprimer plus aisément au sein de l'UE.

(19) Qui se retrouve privé d'influence sur les décisions qui l'affecteront de toute manière. Source : [Guardian](#), 10/12/2011

(20) Sources : [Scottish TV](#), 12/12/2011 ; [Wales Online](#), 10/12/2011 ; [Independent](#), 05/12/2011

(21) A ce propos, notre équipe en profite pour partager ses réflexions sur l'utilisation du terme « Uni » dans les noms de pays. Nous considérons que tous les pays ou entités politiques qui mettent le mot Uni ou Union dans leur nom sont condamnés à la désunion le jour où une crise grave modifie les équilibres internes. Le fait d'utiliser le terme « Uni » masque en fait un problème fondamental d'identité commune. C'est pour cela que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques s'est effondrée ; que les Provinces Unies se sont désunies et que les États-Unis comme le Royaume-Uni font face à des tendances centrifuges croissantes. C'est aussi pour cela que l'Union européenne n'est pas une entité politique viable (elle est vouée à n'être qu'un grand marché, source : [Spiegel](#), 18/11/2011)... à la différence de l'Euroland qui n'a pas besoin de rajouter Union ou Uni pour avoir une identité commune. Franck Biancheri, directeur de LEAP/E2020, avait ainsi exprimé, pour ces raisons, son opposition à l'adoption du terme Union

européenne à la place de Communauté européenne au début des années 1990.

(22) Et utilisant pleinement sa capacité à manipuler les cours des devises et autres actifs financiers. Une aptitude en rapide déclin du fait de la crise et du dévoilement croissant de la manipulation en cours.

(23) Source : [Independent](#), 10/12/2011

(24) La City est une survivance féodale qui échappe à toute réglementation sérieuse au sein du Royaume-Uni. Ne serait-ce que parce qu'elle est un immense centre financier que trop peu de contrôleurs « contrôlent », appuyé sur le vaste réseau des paradis fiscaux formé des confettis de l'ancien empire britannique. Pour information, [France Télévisions](#) vient de diffuser un remarquable reportage sur la City en date du 11/2011. On pourrait dire que la City est une sorte de base « pirates » à l'image des côtes [barbaresques](#) que les puissances européennes ont finalement mâtées par des campagnes militaires au XIX<sup>e</sup> siècle, après des siècles de piratages et de trafics en tous genres.

(25) Que soit du fait de la dette publique ou de la dette privée. Ainsi, en 2012 les investisseurs immobiliers britanniques vont être incapables de refinancer 156 milliards USD de prêts. Source : [Bloomberg](#), 09/12/2011

(26) Sources : [Telegraph](#), 14/12/2011 ; [Les Échos](#), 01/12/2011

(27) Souvenons-nous qu'un an auparavant seulement il paraissait totalement farfelu d'anticiper une telle dégradation. Les experts financiers, médias spécialisés et autres spécialistes de « l'avenir comme copie conforme du passé » estimaient impossible une telle dégradation, ou éventuellement à terme de cinq ou dix ans si la situation financière du pays continuait à se dégrader.

(28) Cette exigence est d'autant plus forte que les sphères médiatiques et financières sont totalement parasitées par le « leurre » que constitue la « crise de l'Euro », destiné, comme nous le soulignons depuis

deux ans, à cacher la gravité de la situation au cœur du système financier mondial, à savoir à Wall Street et à la City. Le retentissant échec de David Cameron à Bruxelles la semaine dernière illustre d'ailleurs l'affolement qui règne au cœur de la finance anglo-saxonne.

(29) L'Euroland, malgré ses « handicaps » rappelés à longueur de médias anglo-saxons et les quolibets hystériques des relais de Wall Street et la City, réussit depuis près de deux ans à construire tout un nouvel appareillage politico-institutionnel pour traverser la crise et se préparer au monde d'après. Les États-Unis au contraire s'avèrent totalement incapables de la moindre initiative pour s'adapter à la nouvelle donne mondiale comme l'a montré encore récemment l'échec de la super-commission de réduction du déficit malgré son objectif bien limité de 1 500 milliards de réductions sur 10 ans (voir le graphique ci-dessus). L'Histoire des États comme des espèces montre pourtant que la capacité d'adaptation est essentielle à la survie ; et que c'est une loi qui ne souffre aucune exception.

(30) Dans son superbe poème « [Tu seras un Homme, mon fils](#) », Rudyard Kipling écrivait « ... Si tu peux supporter d'entendre tes paroles / Travesties par des gueux pour exciter des sots, / Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles / Sans mentir toi-même d'un mot... Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire / Seront à tous jamais tes esclaves soumis ». Et ce conseil vaut pour les collectivités aussi bien que pour les individus car la lecture de la presse anglo-saxonne à propos de l'Euro et de l'Euroland fait irrésistiblement penser à notre équipe à ce passage du poème. Cependant, avec la marginalisation du Royaume-Uni au sein de l'UE et l'accélération de l'intégration de l'Euroland (conformément à nos anticipations), nous constatons le franchissement d'une barrière psychologique dans l'Euroland : le temps n'est plus à ménager les susceptibilités de nos « alliés » anglo-saxons, mais tout simplement à se protéger des attaques de nos adversaires anglo-saxons. A la différence des médias et experts « [mainstream](#) » de Wall Street et la City, les Eurolandais ne perdent pas de temps « à travestir les paroles pour exciter des sots » ; ils se contentent

de prendre en compte la réalité, d'avancer en faisant le « gros dos » et de couper un par un les cordes qui les reliaient aux places financières (et demain politiques) britanniques et américaines. Notre équipe ne peut pas résister au plaisir de présenter une nouvelle illustration de la manipulation quotidienne d'information dont se sont fait une spécialité la plupart des médias britanniques et américains. Ainsi, dans le cadre de notre rubrique « les gueux parlent aux sots », [MarketWatch](#) publiait un article le 14/12/2011 intitulé « Les gestionnaires de fonds craignent une dislocation de la zone Euro ». Or, que découvrait-on à l'intérieur de l'article ? Que leur principale crainte (pour 75% d'entre eux) était une nouvelle dégradation de la note US (48% pensant que cela arrivera en 2012) et que seulement 44% d'entre eux pensaient qu'il y avait un risque qu'un pays sorte un jour de la zone Euro, sans mention de délai. Un titrage honnête aurait donc dû être « Les gestionnaires de fond craignent une nouvelle dégradation de la note US ». Mais comme on dit en Français: « à la guerre, comme à la guerre ! »

(31) Alors que dans le même temps la population US s'est accrue de 30 millions de personnes, soit une hausse de 10%. Source : [Washington Post](#), 02/12/2011

(32) Pour notre équipe, 2013/2014 va offrir, via le Congrès et du fait d'un soutien massif dans l'opinion publique, une occasion sans précédent de réclamer un démantèlement de la Fed. Les convictions anti-fédérales des Tea Parties et celles anti-Wall Street d'OWS trouveront là un irrésistible point de convergence.

(33) A ce sujet, il est particulièrement intéressant de constater que les agences de notation, Moody's en tête, n'ont à nouveau rien vu venir puisque, jusqu'à la fin de l'été 2011, MF Global était recommandé par ces agences ... alors même que la société était déjà en train de ponctionner les comptes de ses clients pour tenter de survivre. Que ceux qui croient que leurs investissements sont mieux protégés à Wall Street ou la City méditent sur ce « détail ».

(34) Sources : [MSNBC](#), 11/2011 ; [RT](#), 08/12/2011

(35) Ce sont des chiffres qui classent dorénavant le pays intégralement dans la catégorie « tiers-monde » en matière sociale. Source : [Beforeitsnews](#), 29/11/2011

(36) Le pays ne parvient plus à générer de la croissance comme l'explique Gregor McDonald dans [SeekingAlpha](#) du 05/12/2011.

(37) Source : [Washington Post](#), 29/11/2011

(38) En fait, il ne l'a jamais quitté depuis 2008, sauf techniquement du fait des mesures macro-économiques. Mais personne ne se nourrit de macro-économie ... sauf les économistes.

Jeudi 15 Décembre 2011

## LA GUERRE DES MONNAIES (DOLLAR contre YUAN)

Robertbibeau@hotmail.com

23.11.2011

<http://www.centpapiers.com/la-guerre-des-monnaies-dollar-vs-yuan/87631>

### QU'EST-CE QUE LA MONNAIE ?

Qu'est-ce que la monnaie ? Qu'est-ce que le dollar, l'euro, le yuan, et les autres monnaies en circulation de par le monde ? Ces devises servent aussi bien aux échanges quotidiens dans les magasins, que, sous d'autres formes, à la spéculation boursière et au commerce international dans une économie capitaliste mondialisée, incontrôlée et anarchique.

**Incontrôlée, disions-nous, car les capitalistes financiers** qui sévissent sur les bourses du monde ; de Wall Street à la City de Londres, en passant par Paris, Francfort et Shanghai ; **gonflent la masse monétaire** représentant les marchandises, les moyens de production, les biens et les services produits dans les économies nationales, et ils **surmultiplient ainsi de façon tout à fait factice la monnaie disponible sur les marchés boursiers**, engendrant ce que les économistes appellent des « bulles financières ». Ce phénomène entraîne en fait **la création de « monnaies de singe » ne correspondant à aucune richesse, à aucune valeur réelle**, qu'à du vent spéculatif servant à donner l'impression aux peccots qu'ils s'enrichissent de cet

argent de Monopoly « Passe Go et collecte tout l'argent qu'il te faut ».

Quand une « bulle financière » éclate, comme en 2008 à propos des « subprimes », **c'est-à-dire la revente, par paquets, de milliers d'emprunts hypothécaires non solvables**, ce sont alors des millions de propriétaires d'habitations qui sont saisis, et leurs familles qui les occupent à crédit, qui sont expulsées – jetées à la rue manu militari – dans la plus grande « démocratie bourgeoise » de tous les temps.

Nous invitons les bigots bourgeois férus de démocratie électorale, comptabilisant chaque bulletin de vote jeté dans la crécelle des urnes qu'ils chérissent tant, prouvant croit-il la nature « démocratique » de ce système capitaliste pourri jusqu'à la moelle ; nous les invitons à réfléchir à ce paradoxe où **une « démocratie » bourgeoise expulse ses commettants de leur résidence alors que leur gouvernement verse, à même les impôts de ces expulsés, des milliards de dollars en subvention à des banquiers pour qu'ils chassent ces payeurs de créances et ces payeurs d'impôts de leur maison ! C'est la loi du système**, diront-ils,

alors je demande, qui a besoin de ce système inhumain ?

Revenons à la question posée en début d'article. Qu'est-ce qu'une devise ? Une devise est un instrument économique national qui, à l'origine du capitalisme (concentrons-nous sur ce système économique tout en sachant que la monnaie existait bien avant le capitalisme) représentait la quantité de richesse, de biens et de services échangeables (commercialisables) dans une économie nationale. Au début du capitalisme, il existait alors une adéquation assez stricte entre la quantité de monnaie (non seulement sous forme de billets de banque mais sous toutes autres formes) en circulation et la puissance commerciale relative du pays qui émettait cette monnaie (1).

S'il y avait distorsion, comme par exemple martingale d'impression d'une trop grande quantité de monnaie nationale par rapport à la richesse (marchandise) échangeable dans ce pays, la sanction des marchés était sans équivoque, la valeur de cette monnaie nationale chutait rapidement et tous ceux qui faisaient commerce avec ce **pays inflationniste** refusaient de libeller leurs échanges en cette devise nationale et exigeaient plutôt d'être payés dans une « devise forte ». C'est le rôle que jouait le dollar américain jusqu'à la dernière crise (2008), le franc suisse servait également de monnaie refuge, ou encore l'or, cette quasi devise acceptée par tous à un point tel que l'on exigea pendant longtemps que chaque banque nationale, émettrice d'une devise, conserve dans ses coffres une certaine proportion d'or (environ 10 %) correspondant à une portion de la valeur de sa monnaie en circulation. Cette règle fut abolie lors de la répudiation des **Accords de Bretton Woods** (USA – 1944-1971). (2)

## LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

À la suite de la seconde guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique ayant pris une place prépondérante comme super puissance militaire, économique et financière impérialiste, il fut décidé que la devise américaine, le **dollar US**, servirait de monnaie d'échange dans les transactions internationales et

donc de valeur refuge en cas de difficulté commerciale ou financière entre deux ou plusieurs pays commerçants. C'est-à-dire, qu'à compter de 1944, une banque ou un trust qui souhaitait s'assurer que le fruit de ses transactions monétaires, commerciales, ou boursières spéculatives, soient à l'abri de toutes dévaluations intempestives d'une monnaie nationale fragile, effectuait ses transactions en monnaies fortes américaines – le dollar US – **monnaie de réserve**.

À partir de 1971 les États-Unis refusèrent de rembourser en or les dollars US excédentaires mis en circulation de par le monde (fin de la convertibilité OR) d'où aucune réserve d'or ne garantissait plus la totalité ou une partie des dollars en circulation. Puis, ils proposèrent que les monnaies soient à conversion flexible selon le cours des marchés. Les autres pays impérialistes, solidement arrimés et assujettis au leader américain, ne dirent mot, pensant que l'économie américaine serait toujours prospère et l'impérialisme florissant. Le système impérialiste était alors dans la dernière décennie de ses « trente glorieuses ».

Par la répudiation des Accords de Bretton Woods (1971), **les traders et les banquiers internationaux obtenaient un sauf conduit spéculatif – un blanc-seing – illimité pour spéculer**. Les différentes puissances impérialistes du globe crurent alors qu'elles pourraient s'en sortir et s'échapper avec la caisse alors que tous leurs amis, alliés et concurrents impérialistes se casseraient le nez avec un trop plein de dollars dévalués. Mais voilà, chacun de ces cupides croyait son concurrent plus stupide que lui-même et chacun se présentera à la caisse au même moment comme en Argentine quand les petits bourgeois s'alignèrent aux portes des banques cadennassées, incapables d'honorer leurs créances devant leurs clients déboutés. Évidemment, les milliardaires argentins avaient depuis longtemps transformé leurs avoirs en francs suisses anticipant l'effondrement du Peso – en parité dollar – contrairement aux prolétaires de Buenos Aires floués par ces pesos dévalués.

Imaginez la même dramatique, mais cette fois au lieu d'être l'Argentine aux prises avec le piège spéculatif, l'effondrement du Peso, et la perte de confiance des investisseurs, des spéculateurs et des épargnants dans l'économie du pays, ce sont tous les grands banquiers et les boursicoteurs internationaux, ces « génies » de la finance, nous dit-on, qui sont pris au piège américain, le peuple américain étant lui-même la première victime du fonctionnement de ce système économique anarchique, incontrôlé et inhumain.

Évidemment, cette « confiance » des acheteurs, des vendeurs, des spéculateurs, des banquiers et des boursicoteurs était fondée sur l'assurance que la monnaie internationalisée – le dollar US –, représentait bien une valeur forte, reflet d'une économie prospère, et qu'en tout temps chacun d'entre eux pourrait échanger ses dollars pour de vraies marchandises, de vrais biens ou de réels services concrets et tangibles. Que cette condition incontournable vienne à faire défaut et c'est tout l'édifice spéculatif impérialiste qui s'écroule. Le monde capitaliste en est là. La réalité c'est que depuis le début du XXe siècle le dollar américain a perdu 97 % de sa valeur. La dette souveraine américaine est de 15 000 milliards de dollars soit 100 % du PIB américain. Si on y ajoute l'endettement des ménages et celui des entreprises et la dette états-unienne passe à 50 000 milliards de dollars US, soit 360 % de son PIB. Tout compris les États-Unis affiche un « trou » de 200 000 milliards de dollars US. Ce n'est pas la Grèce qui est en faillite ce sont les États-Unis d'Amérique (3).

### **PROCHAIN SOUBRESAUT DE LA CRISE MONÉTAIRE**

Si tous les spéculateurs n'ont pas abandonné le dollar au moment où nous écrivons ces lignes, c'est pour la simple raison que si chacun des voleurs – spéculateurs – (pas les fraudeurs de l'assistance sociale mais bien les spoliateurs milliardaires) réclamait son « dû », chacun d'entre eux se retrouverait propriétaire d'une montagne de « dollars de singes » n'ayant absolument aucune valeur réelle comme il en fut dans les années vingt (1920) avec

l'ancien Mark allemand que les capitalistes germaniques acheminaient par wagon entier aux capitalistes français à titre de réparation de guerre (1914-1918).

De fait, lors de la prochaine convergence des crises monétaire et financière, au premier semestre de 2012, des milliers de milliards d'actifs-boursiers-fantômes s'évanouiront et entraîneront dans la décimation au moins 10 % des banques occidentales édifiées sur ces actifs bidons et frauduleux. L'Euro et la dette souveraine grecque ainsi que celle des autres pays européens surendettés seront les déclencheurs mais pas les responsables de cette débandade boursière-bancaire qui frappera même les banques « too big to fail » (trop grosses pour tomber) (4). Elles tomberont elles aussi.

Chaque État national sera tenté de voler au secours de « ses » banques et de sa monnaie nationale en décrépitude car même les hedge funds et les fonds de pension – segments du capital financier – seront menacés d'effondrement (5). Mais les banques sont maintenant trop grosses pour être sauvées et un État qui songerait à prendre ces faillites à charge connaîtrait la décote Moody's et la hausse de ses frais d'emprunts. La France, par exemple, consacre déjà 45,4 Milliards d'euros par an au remboursement de sa dette souveraine soit 16,5 % de ses revenus ou 80 % de ses revenus d'impôts (6).

### **LA NOUVELLE SUPERPUISSANCE IMPÉRIALISTE**

Pourquoi une économie solide à la monnaie vigoureuse suscitant l'envie de tous les spéculateurs se retrouve-t-elle en si fâcheuse posture que chacun s'en contente faute de mieux, sachant qu'il n'a tout simplement pas le choix, s'il retire ses billes, son client et son fournisseur feront faillite, tout comme lui ? C'est la seule raison qui explique pourquoi le **dollar poursuit sa triste destinée internationale – c'est que refuser le dollar revient à scier la branche sur laquelle chacun des grands capitalistes s'est reposé pour spéculer.**

Au cours de la décennie quatre-vingt dix et de la première décennie des années deux mille, les entreprises multinationales occidentales ont **délocalisé leurs usines ou encore leur production vers les pays émergents** (Chine, Inde, Brésil, Corée, Taiwan, etc.) provoquant un **chômage endémique** et une **baisse de revenu chez les consommateurs occidentaux**. Les revenus **fiscaux des États ont alors périclité** et les commerçants ont tenté de compenser cette chute de pouvoir d'achat en offrant **un crédit quasi illimité aux consommateurs occidentaux**. Les entreprises improductives du tertiaire se sont concentrées dans les pays capitalistes avancés, en déclin, alors que les entreprises productrices de plus value des secteurs secondaire et primaire se sont concentrées dans les pays capitalistes émergents dont la Chine, première puissance industrielle du monde dont la monnaie, sous évaluée, offre maintenant les garanties recherchées.

Bref, un nouvel acteur économique s'est pointé sur la scène industrielle et commerciale mondiale. L'immense Chine avec ses 1,3 milliards de travailleurs à exploiter et de consommateurs à dévaliser. Depuis 1978 environ – prise du pouvoir par Deng Xiaoping en Chine – l'économie mondiale est entrée dans un nouveau cycle. Il ne s'agit pas ici de la crise de la dette grecque, et de ses 11 millions de producteurs – consommateurs (représentant à peine 0,01 % de l'économie mondiale) mais d'une super puissance industrielle et commerciale qui en trente cinq ans est devenue la seconde économie du globe et la première puissance industrielle de la planète, produisant, contrairement aux américains, de vraies marchandises, échangeables (téléviseurs, ordinateurs, automobiles, vêtements, navires, armements, raffineries, trains, fusées, etc.) garantissant toute transaction commerciale bien davantage que des dollars dévalués. Ce sont 20 % des consommateurs du globe qui se sont joints d'une venue à la confrérie mondiale des exploités de l'impérialisme.

Le Yuan, la monnaie chinoise, est aujourd'hui en confrontation directe avec le dollar US. Dans cette guerre à finir entre l'Alliance Atlantique (OTAN)

regroupant les puissances impérialistes en déclin dont les économies non performantes et non concurrentielles ne sont pas suffisamment profitables parce que leur aristocratie ouvrière a bénéficié de « trop davantage » que les capitalistes occidentaux tentent aujourd'hui à grand peine de leur retirer – lutte et résistance sur le front économique –, dans cette guerre titanesque, contre l'Alliance de Shanghai (Chine – Russie – États de l'ancienne Union Soviétique, Iran, Corée du Nord, etc.) l'une des deux super-puissances devra assujettir l'autre à sa domination et ça ne peut être l'Amérique décadente.

Sur le plan militaire les États-Unis et l'OTAN détiennent une suprématie indéniable dont la résultante est une suite de guerres et d'occupations ruineuses pour leurs économies déjà en difficulté ; pendant ce temps la Chine investit ses capitaux impérialistes en Afrique, en Amérique latine, au Canada, en Australie et noue des liens commerciaux avec les anciens alliés de la puissance états-unienne en déclin accéléré. L'ancien et le décadent devront un jour laisser place à la nouvelle superpuissance économique mondiale qui a nom la Chine et à sa devise le Yuan, que la Chine réévaluera quand bon lui semblera, sans tenir compte des pressions américaines (7). La Chine, en refusant de réévaluer sa monnaie, évite une hausse de prix inflationniste à l'économie américaine dépendante. D'ici là, les banques occidentales connaîtront tous les affres de la dévaluation monétaire et de la crise financière entraînant les épargnes des petits bourgeois dans le gouffre des crises monétaires impérialistes. Le dollar a terminé son cycle de vie, voyez poindre l'aurore du Yuan.

La crise capitaliste est inéluctable et si chacun d'entre vous décide de sauver ce système économique et monétaire parasitaire, alors, il survivra ce système par l'addition de vos sacrifices collectifs et par la somme de vos efforts individuels mais dans moins de dix ans une nouvelle crise systémique encore plus profonde, plus terrible et plus dévastatrice s'abattra sur ce monde impérialiste et on réclamera de chacun d'entre vous que vous fassiez comme ces petits bourgeois argentins,

égyptiens, marocains, tunisiens, que vous vous rendiez aux urnes choisir le larbin ou la démagogue qui vous vendra sa salade nationaliste surannée contre quelques heures d'illusion, de rêve, jusqu'au lendemain qui déchante et vous confronte à la dure réalité de la nouvelle faillite des monnaies et du système impérialiste (8).

---

(1) L'Euro fait exception à la règle nationale et nous verrons dans un prochain article les aléas de cette singularité.

(2)  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords\\_de\\_Bretton\\_Woods](http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Bretton_Woods)

(3) Myret Zaki. *Le dollar va mourir*. In L'Étoile du Nord. Vol. 9, no 5, octobre 2011.

(4) *Communiqué public GEAB no 58. 15 octobre 2011*. Tiré de L'Étoile du Nord (Édition française). Pages 6-11. Vol. 9, no 5, octobre 2011.

(5) Les fonds de pension publique aux États-Unis font face à un gouffre financier évalué environ entre 1000 et 3000 milliards de dollars. GEAB no. 58. 15 octobre 2011.

(6) Charles Sannat. Directeur économique du site : <http://AuCoffre.com>

(7) *De vieux jeux politiques inutiles pour guérir des maladies américaines*. <http://www.chine-informations.com>

(8) Robert Bibeau. *La crise économique les balaiera tous!* <http://www.mecanopolis.org/?s=bibeau>

Salutations cordiales\*\*\*\*\*

[robertbibeau@hotmail.com](mailto:robertbibeau@hotmail.com)

Édition française de Northstar Compass

S'abonner à ...**L'Étoile du Nord**

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Chèque ou mandat de poste de 35\$ (6 numéros)

Au nom de Adélarde Paquin

Acheminer par la poste à Dr Adélarde Paquin

6801 Gouin Est #102. Montréal Nord

Québec Canada H1G 6L2

[apaquine@yahoo.ca](mailto:apaquine@yahoo.ca)

## RUBRIQUE «CLASSIQUES DU MARXISME LÉNINISME»

Nous continuons à vous présenter des résumés des «classiques du marxisme-léninisme» qui sont les textes fondamentaux de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline les plus étudiés par les militantes/ants communistes. Et qui sont tirés du «Guide de lecture des classiques du marxisme», traduction d'un livre publié en 1952 par le Parti communiste de Grande-Bretagne. Ces résumés Le «Guide» a été traduit et publié à Montréal en 1982 par les Éditions Drapeau Rouge et dernièrement par le site du camarade Vincent Gouysse : <http://www.communisme-bolchevisme.net/>. Vous trouverez sur ce site tous les classiques du Marxisme-Léninisme

### A. LE CARACTERE ET LA SIGNIFICATION DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

#### STALINE : Le caractère international de la Révolution d'Octobre

Dans cette déclaration faite à l'occasion du Dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre, Staline souligne que la Révolution a marqué un tournant radical dans l'histoire mondiale passant du vieux monde capitaliste au nouveau monde socialiste. Les révolutions précédentes n'avaient fait que remplacer une classe d'exploiteurs par une autre, mais le but de la Révolution d'Octobre n'était pas de substituer une forme d'exploitation par une autre mais d'abolir toute exploitation de l'homme par l'homme. (2) Voilà pourquoi la Révolution d'Octobre est une révolution d'ordre international, mondial.

1. Elle a fait une brèche dans le système impérialiste. Pour la première fois, la classe des opprimés et des exploités s'est élevée à la situation de classe dominante. Elle a converti les instruments et moyens de production en propriété sociale, détruit le vieil appareil d'État, instauré le pouvoir de la classe ouvrière et commencé à construire le nouveau système socialiste. Une nouvelle ère débutait, l'ère des révolutions

prolétariennes.

2. La Révolution d'Octobre a émancipé toutes les nations opprimées d'un vaste État. Pour la première fois, les nations opprimées se sont élevées à la situation de peuples réellement libres et réellement égaux. La Révolution d'Octobre a inauguré l'ère des révolutions coloniales dans les pays opprimés du monde en alliance avec le prolétariat, sous la direction du prolétariat.

3. En jetant la semence de la révolution aussi bien dans les centres qu'à l'arrière de l'impérialisme, la Révolution d'Octobre a, de ce fait, remis en question l'existence même du capitalisme mondial dans son ensemble. Avec la Révolution d'Octobre est venue l'ère de l'effondrement du capitalisme.

4. La Révolution fut aussi une révolution dans l'esprit, dans l'idéologie de la classe ouvrière. Elle a marqué la victoire du marxisme sur le réformisme, du léninisme sur le social-démocratisme. Elle a prouvé "qu'il est impossible d'en finir avec le capitalisme sans en avoir fini avec le social-démocratisme dans le mouvement ouvrier."

#### STALINE : La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes

Le tranchant de l'argument de Staline dans ce texte, écrit en 1925 comme préface à un recueil d'articles intitulé *La voie vers Octobre*, est dirigé contre Trotski. Ce texte contient non seulement un résumé des principales leçons d'Octobre mais aussi une polémique radicale contre les trotskistes. (3) Quelles sont les principales leçons que tire Staline dans ce livre ?

1. La dictature du prolétariat a été établie sur la base de l'alliance entre le prolétariat et les masses paysannes, dirigée par le prolétariat. La dictature constitue donc une alliance de classes entre la classe ouvrière et les couches travailleuses de la paysannerie dirigée par la classe ouvrière. Cette victoire a été possible parce que les paysans ont été gagnés au côté des travailleurs. (4)

2. La dictature du prolétariat a été instaurée lors de la Révolution d'Octobre comme résultat de la victoire du prolétariat dans un seul pays, alors que le capitalisme était maintenu dans les autres pays. (5)

3. La révolution fut menée sous la direction indivisible d'un parti unique, le Parti bolchevik.

4. En menant la révolution, le parti a réussi à isoler les partis conciliateurs. (6)

5. En dirigeant la révolution, le parti a été capable de faire de ses mots d'ordre les mots d'ordre des masses. Elles ont pu comprendre par leur propre expérience que ces mots d'ordre étaient justes.

6. La Révolution d'Octobre a créé la première brèche dans le système impérialiste et constitue, par conséquent, la première étape de la révolution mondiale.

## RUBRIQUES YNDICALISME

**Analyse du syndicalisme international et national Ci-joint, la contribution du camarade J. Lop**

**Objet: Jose Maria Fidalgo ancien secrétaire général des Commissions**

Jose Maria Fidalgo ancien secrétaire général des Commissions Ouvrières(CC.OO) nouveau ministre du travail du gouvernement de droite espagnol

Le nouveau Ministre du Travail du Gouvernement de la droite ultra réactionnaire espagnol n'est autre que Jose Maria Fidalgo qui fut de 2000 a 2008 le secrétaire général des Commissions Ouvrières (CC.OO).

Qu'en pensent Bernard Thibault et la CES?

Fidalgo succéda à Antonio Guterriez qui comme on le sait joua un rôle important dans l'adhésion à la CES et le recentrage de la CGT. C'est ce même Fidalgo comme Guterriez qui au sein de la direction des CC.OO contribua pour une part importante à l'évolution stratégique et a la conversion du syndicalisme espagnol aux thèses européennes, a l'accompagnement de la politique du Capital, à la trahison du mouvement ouvrier espagnol et d'une de ses figures historiques:

Marcelino Camacho, aujourd'hui disparu.

Quelle tristesse pour le syndicalisme Espagnol avec lequel la CGT a une longue histoire commune très forte de voir ce renégat participé a un gouvernement héritier de la droite franquiste. Ainsi dans la lâcheté et la corruption Fidalgo rejoint les dirigeants de la CES et de la CSI (ex CISL) qui comme Bill Jordan furent annoblit par la Reine d'Angleterre.

Que dans ce contexte de crise aigue du capitalisme, et de l'union européenne elle même les dirigeants syndicaux en soient arrivés à ce point de duplicité en dit long sur leur volonté de contribuer aux luttes des travailleurs et a leur unité en France, en Europe ou ailleurs. Décidément le monde du travail en Espagne comme en France doit comme le font nos camarades Grecs ne compter que sur ses propres forces!

POUR L'OCF

[WWW.ORGCOMFR.COM](http://WWW.ORGCOMFR.COM)

[CONTACT@ORGCOMFR.COM](mailto:CONTACT@ORGCOMFR.COM)

## Le Weimar du 21ème siècle ?

Séminaire inflation de Marc Major [ww.publications-agera.fr/pack/seminaire-inflationMM.html](http://ww.publications-agera.fr/pack/seminaire-inflationMM.html)

Je sais ce que vous vous dites sans doute : "on en est encore loin, tout de même, les leçons de l'Histoire ont porté leurs fruits, les autorités mondiales ne laisseront jamais s'installer une telle situation".

Vous avez peut-être raison. Peut-être que la BCE, la Fed et tous les autres réussiront à se mettre d'accord. Peut-être qu'ils parviendront à éviter le pire. Peut-être. En tout cas, je le souhaite de tout cœur.

Mais ça n'empêche pas de regarder la réalité en face :

Les autorités politiques et économiques mondiales sont désormais dans l'impasse, au pied du mur, le couteau sous la gorge (et on peut multiplier les métaphores encore longtemps).

Devant la crise systémique de 2007-2008, les États ont renfloué les banques -- des deux côtés de l'Atlantique, les plans de relance et de sauvetage ont mobilisé des centaines de milliards de dollars et d'euros.

En Europe, les "grands" États ont dû secourir les "petits", épuisés par ces efforts budgétaires. Grèce, Italie, Espagne, Irlande... Pour ne pas les laisser s'étouffer sous les déficits, l'Union européenne a mis en place des mesures à courte vue aussi séduisantes que dangereuses.

Aujourd'hui, en conséquence, l'inflation galopante (voire l'hyperinflation pure et simple) est passée de "scénario probable" à "risque bien réel".

Regardez plutôt :

- Les prêts de la BCE aux institutions financières ont explosé, passant de 675 millions d'euros en 2006 à 1 653 milliards d'euros en 2009. En juin dernier, rien que pour les banques, le montant des prêts de la BCE en cours atteignait le chiffre record de 900 milliards d'euros.

- La BCE rachète également les "actifs pourris" des états en difficultés. A début octobre 2011, elle avait dépensé un total de 160 milliards d'euros pour empêcher des pays comme la Grèce, l'Italie ou le Portugal de sombrer.

- Quant au FESF, le fameux Fonds européen de stabilité financière, il n'est rien d'autre qu'une gigantesque machine à s'endetter : son rôle est d'emprunter à la place de l'état en difficulté !

- Les chiffres sont vertigineux : les pays peuvent emprunter directement en leur nom ou apporter leur

garantie aux emprunts émis par le FESF pour un total de 440 milliards d'euros... et on parle de porter ce chiffre à 2 000 milliards d'euros.

- Le FESF a été conçu pour être un "pare-feu" temporaire. Il devrait prendre fin en 2013. Mais l'Union européenne, aux abois, a décidé de la création d'une nouvelle structure de soutien, le MSE (Mécanisme de stabilité européen). A la clé, là encore, une avalanche d'euros dont on ne sait pas très bien où l'on va les trouver : pas moins de 500 milliards supplémentaires.

N'oubliez pas que plus il y a de devise en circulation... moins cette devise a de valeur. Dit autrement : chaque nouvel euro créé fait perdre de la valeur à tous les euros précédemment créés. Et c'est vrai aussi pour tous VOS actifs libellés en euros.

### **La mort -- annoncée ? -- du dollar**

Pendant ce temps, côté américain, on est occupé à saborder le dollar -- la devise de réserve mondiale -- à la vitesse grand V.

Si vous voulez mon avis, les mésaventures de l'Europe arrangent bien les États-Unis. Elles détournent l'attention de leurs propres problèmes... et de la manière dont ils s'emploient à les régler -- c'est-à-dire par la dévaluation systématique du billet vert.

Le problème des États-Unis est bien le même que le nôtre : LA DETTE.

L'économie américaine s'appuie sur un État en faillite : environ 14 800 milliards de dollars de dette publique totale environ à la fin octobre 2011.

Comment rembourser une telle somme ? En réduisant les dépenses ? En augmentant les impôts ? En augmentant la compétitivité des États-Unis à l'international ?

Non. Trop difficile... et trop dangereux aussi près des élections. Pourquoi se donner tant de mal quand on peut faire tourner la planche à billets

## Le marasme économique mondial durera-t-il longtemps ?

La crise de la dette souveraine continue à s'approfondir en Europe et aux États-Unis, le marché financier international se trouve toujours dans une situation agitée et incertaine, l'inflation, qui frappe les entités économiques émergentes, est élevée et ne semble pas près de se rabaisser, la taux de chômage chez les pays développés continue à grimper ....., toutes ces difficultés économiques obligent le monde entier à réfléchir : se pourrait-il que l'économie mondiale s'enfonce dans le marasme et dans la morosité pour une longue durée et peut-être même qu'elle va connaître la récession et la dépression ? Les spécialistes en la matière sont unanimes à considérer que l'économie mondiale s'enfonce petit à petit dans une longue période caractérisée par une croissance lente et faible et que tout cela est dû à la crise financière internationale qui a frappé le monde entier il n'y a pas longtemps. Lors d'une interview accordée à notre correspondant, He Fan, Directeur Adjoint de l'Institut d'études économiques et politiques mondiales de l'Académie des Sciences sociales de Chine, a indiqué que tout le monde partage l'idée que l'économie mondiale est en train de s'enfoncer dans un marasme qui durera assez longtemps. Vu à court terme, il sera difficile de régler le problème de la crise de la dette que ce soit en Europe ou bien aux États-Unis, et il ne faut pas oublier le Japon qui est également frappé sérieusement par cette crise. La dette souveraine peut à tout moment devenir une nouvelle crise. Quant à Li Yang, Vice Président de l'Académie des Sciences sociales de Chine, Il dit que la présente crise financière internationale qui a débuté en mars 2007 a causé de graves et sérieux ravages et désastres qui peuvent être comparés à ceux des années trente et des années soixante dix du siècle dernier.

Tout cela est dû au mode de développement adopté. Pour ce qui est des entités économiques

développées, elles ont adopté un mode de développement qui dépend à l'excès de la consommation, ce qui fait que ne peut satisfaire celle-ci. Dans ce cas-là, on n'a pas d'argent en plus et on est même obligé de faire des prêts. C'est pourquoi on peut dire que la présente crise est en fait une crise intégrale et non durable de l'économie d'endettement du capitalisme. On n'a pas encore pu trouver une nouvelle opportunité permettant la croissance économique. Quels sont en fin de compte les obstacles qui empêchent le redressement de l'économie mondiale ? « Les principaux obstacles qui empêchent le relèvement économique sont les suivants : il est difficile d'améliorer le rendement du travail, c'est-à-dire le taux de productivité ; il y a des difficultés pour réaliser une importante révolution technique ; le ralentissement de la croissance démographique qui diminue le nombre de la main-d'œuvre. », a indiqué He Fan qui a ajouté que par suite du ralentissement général de la croissance économique dans le monde entier, il sera de toute évidence que dans les années à venir, nombreux seront les pays qui adopteront des moyens encore plus conservateurs, tels que le protectionnisme commercial et la guerre monétaire, afin de pouvoir protéger la croissance de leur économie respective et d'augmenter la création d'emplois. Lei Da, professeur à l'Institut d'économie de l'Université du Peuple de Chine, a fait une analyse de la situation actuelle dans le monde en disant que le problème structurel de l'économie mondiale qui revêt un sens profond et complexe et qui a provoqué la crise financière et économique internationale de 2008 n'a pas été réglé jusqu'ici, alors que la politique quantitative générale de l'économie d'aide et de sauvetage des États-Unis est incapable d'apporter une solution aux problèmes économiques structurels. On peut citer comme preuve concrète le problème de

chômage qui n'a pas pu être contrôlé, tandis que l'ampleur de l'endettement américain s'étend continuellement. Pour pouvoir maintenir et préserver l'importance de la dette d'État, sur le plan de la politique diplomatique, les États-Unis sont obligés de faire valoir leur supériorité politique et militaire pour préserver leur position dominante dans l'économie mondiale, ce qui fait que les contradictions et les frictions qui surgissent dans l'économie mondiale se transforment sans cesse en litiges et en conflits de la politique internationale et cela constitue un grand et important obstacle pour le redressement de l'économie mondiale. Ensuite, la politique monétaire laxiste et quantitative appliquée par les pays développés provoque des effets néfastes qui commencent à se montrer et à s'étendre et leur résultat c'est la hausse des prix des produits en grande quantité, ce qui accroît considérablement le coût de revient de l'industrie de fabrication des pays en voie de développement et qui empêche le redressement de l'économie réelle mondiale. En revenant à la source, le plus grand obstacle au relèvement économique c'est qu'on n'a pas encore pu trouver une opportunité permettant ce relèvement. Wu Xinxin, professeur conférencier EMBA des Ressources humaines internationales de l'Université de Beijing, a fait remarquer à notre correspondant que l'industrie informatique, l'industrie de l'Internet, la consommation américaine sub-primes, ainsi que les autres économies sont en train de disparaître, tandis que le nouveau tour de l'industrie et de la consommation n'a pas encore fait son apparition jusqu'ici. Abordant le problème de la difficulté du développement ultérieur de l'économie mondiale, Lei Da pense que celle-ci est traduite comme suivant : Primo, par l'insuffisance de mesures politiques permettant le réajustement structurel de l'économie internationale ; Secundo, c'est que les gouvernements de divers pays, et surtout des principaux pays du monde, refusent de prendre en charge le coût du réajustement structurel de l'économie ; Tertio, c'est que

malgré les effets de la crise dans le monde entier, mais les pays font face à différents problèmes, c'est pourquoi que ce soit pour le Groupe des sept ou bien pour le Groupe des vingt, il manque une certaine coordination quant à leur intérêt commun pour l'application d'une politique macroéconomique. Il faut attendre à peu près une décennie pour pouvoir réaliser le redressement économique mondial. La situation du marasme économique mondial combien de temps durera-t-elle encore ? Pour He Fan, il prévoit qu'il faut trois à cinq ans, voire même dix ans pour que l'économie mondiale puisse se redresser. Quant à Lei Da, il pense que même si le processus de relèvement ne nécessite pas une décennie, il serait impensable que le redressement de l'économie mondiale puisse être réalisé d'ici un à deux ans. Wu Xinxin indique de son côté qu'un cycle économique dure en général de sept à huit ans et au plus dix ans. Dans le présent cycle, l'économie fictive se poursuit, alors que l'économie réelle n'a connu ni changement ni progrès et que sa prospérité est due à des facteurs tels que la finance et l'immobilier, c'est pourquoi c'est une prospérité fictive non réelle. C'est la raison pour laquelle il équivaut à deux cycles et le relèvement économique nécessite une période relativement longue, laquelle durera, selon les prévisions, une dizaine d'années. L'environnement extérieur est changeant et complexe, a déclaré He Fan qui a continué en disant que face à cette situation internationale, il est nécessaire pour notre pays de procéder à une transition structurelle, de développer la demande intérieure, de mettre fin à la situation actuelle où la croissance dépend de l'exportation et d'augmenter les investissements destinés à la recherche scientifique et au développement high-tech, ce qui permettra à la Chine d'être aux premiers rangs des pays du monde à l'arrivée du prochain tour de la révolution technologique mondiale.

Source: le Quotidien du Peuple en ligne

# Principes d'Économie Politique

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié aux Éditions Sociales Internationales en 1936.

L. SÉGAL : EXTRAITS

## Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme

Même les économistes bourgeois se rendent compte que l'impérialisme représente quelque chose de nouveau en comparaison de la période précédente du développement du capitalisme. Ces nouveaux phénomènes, — la formation de monopoles gigantesques, le changement radical dans le rôle des banques, etc. — sont si clairs et si évidents qu'il est tout à fait impossible de se borner à les nier. Les savants bourgeois consacrent d'énormes travaux « scientifiques » à la description des cartels, des banques, aux problèmes de l'exportation du capital, etc.

Mais dans le meilleur des cas, ils ne donnent qu'une *description* extérieure de tous ces phénomènes de l'étape impérialiste du développement du capitalisme. Ils ne peuvent expliquer d'une façon réellement scientifique la portée de tous ces phénomènes, le rôle historique de l'impérialisme. En premier lieu, l'économie politique bourgeoise a déjà depuis longtemps cessé d'être une science, bien avant l'impérialisme, dès la première moitié du XIXe siècle. En second lieu, toute tentative d'aborder d'une façon réellement scientifique l'étude de l'impérialisme doit inévitablement aboutir à la constatation du fait que l'impérialisme est la dernière étape du capitalisme, ce qui équivaut à un arrêt de mort prononcé contre le capitalisme. Les théoriciens social-démocrates ne peuvent ouvertement intervenir devant les masses ouvrières en tant que défenseurs de l'impérialisme, ils doivent se dissimuler derrière une phraséologie marxiste ou, en tout cas, faire semblant d'exprimer l'impérialisme sur la base de la doctrine marxiste du capitalisme, alors qu'en réalité » ils falsifient et déforment Marx.

*La théorie de l'impérialisme de Kautsky*

Arrêtons-nous d'abord sur la théorie de l'impérialisme formulée par Kautsky déjà à l'époque de la guerre mondiale. Kautsky affirmait que l'impérialisme est la politique préférée des pays industriels hautement développés en vue de la conquête des pays agraires.

Cette définition de Kautsky renferme deux points extrêmement importants qui visent à détourner l'attention et les forces du prolétariat de la lutte contre l'impérialisme.

En premier lieu, Kautsky considère l'impérialisme comme la politique du capital industriel. Par conséquent, il n'accorde aucune importance à ce qu'il y a de nouveau dans l'impérialisme, à la domination des *monopoles* et du *capital financier*. Par cela même, Kautsky nie la nécessité pour le prolétariat de se poser de nouvelles tâches dans la lutte contre l'impérialisme et d'appliquer de nouvelles méthodes de lutte.

En second lieu, pour Kautsky, l'impérialisme est *la politique*, et encore seulement la politique préférée du capital industriel. Par conséquent, Kautsky nie par cela même que l'impérialisme soit *un stade de développement* du capitalisme, il présente la chose comme si la bourgeoisie pouvait appliquer aussi une autre politique, non impérialiste ; il affirme même que cette politique de conquête est désavantageuse pour la bourgeoisie elle-même.

Kautsky détache la politique de l'économie et appelle seulement à la lutte contre la politique impérialiste. Mais une lutte contre la politique de la bourgeoisie, qui n'attaque pas la base de cette politique, la base économique, n'est pas une véritable lutte.

C'est pourquoi la théorie de Kautsky est une théorie du renoncement à la lutte contre l'impérialisme; elle est un soutien pour l'impérialisme.

### **La théorie du « surimpérialisme »**

La théorie du « surimpérialisme » de Kautsky est intimement liée à sa définition de l'impérialisme. Kautsky affirme que le développement économique conduit à un tel enchevêtrement des intérêts de la bourgeoisie des différents pays qu'il devient de plus en plus désavantageux pour la bourgeoisie d'user d'un moyen de lutte tel que la guerre. Le développement économique lui-même pousse prétendument la bourgeoisie à la solution pacifique des conflits et à des ententes, à la formation d'une économie capitaliste mondiale, unique et organisée. Le développement de l'impérialisme conduit au surimpérialisme.

Cette « théorie » prend pour point de départ l'hypothèse que le développement du capitalisme se poursuit d'une façon égale dans tous les pays et que, par conséquent, le rapport des forces entre la bourgeoisie des divers pays ne change pas. Mais, en réalité, comme nous l'avons déjà montré plus haut, non seulement le développement est inégal, mais cette inégalité s'accroît à l'époque de l'impérialisme. C'est pourquoi le rapport des forces entre les pays impérialistes change constamment et lorsque le monde entier est déjà partagé et la lutte engagée pour un nouveau partage, cela amène inévitablement des guerres. Car... « ... y avait-il, *sur les bases du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, d'une part, et le partage des colonies et des « sphères d'influence » par le capital financier, de l'autre ? » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 108.)

La théorie du « surimpérialisme », élaborée par Kautsky au plus fort de la guerre impérialiste mondiale, avait pour but de semer dans la classe ouvrière l'illusion qu'après cette guerre devait venir une paix éternelle, que cette guerre était « la dernière ». Cette « théorie » devait, par conséquent, détourner l'attention de la classe ouvrière de la cause réelle des guerres impérialistes et de l'unique moyen d'en finir avec la guerre, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette « théorie »

appelait le prolétariat à soutenir « sa » bourgeoisie dans cette guerre. La théorie du « surimpérialisme » n'est donc pas seulement fautive, elle est entièrement hostile aux intérêts de classe du prolétariat, elle sert... « ... uniquement au plus réactionnaire des buts : à détourner l'attention de la profondeur des contradictions en présence. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 104.)

### **La théorie du « capitalisme organisé »**

Après la guerre, surtout dans la période de la stabilisation partielle du capitalisme, la social-démocratie a lancé la théorie du *capitalisme organisé*, qui est la continuation directe de la théorie du *surimpérialisme*. D'après cette théorie, les monopoles suppriment totalement la concurrence qu'ils remplacent par l'organisation planifiée de toute l'économie, dans les limites de tout un pays et ensuite à l'échelle mondiale.

Hilferding, qui a développé cette « théorie », estime que le capitalisme organisé signifie en réalité la substitution au *principe* capitaliste de la libre concurrence du principe socialiste de la production planifiée. Et, à sa suite, toute la social-démocratie déclara que l'humanité était déjà entrée dans la phase socialiste; l'impérialisme serait non du capitalisme tardif, mais déjà du « socialisme précoce ».

La théorie du capitalisme organisé est aussi fautive que sa devancière, la théorie du surimpérialisme. L'inégalité, d'ailleurs toujours, croissante du développement existe non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays entre les différentes branches de la production, entre les diverses unions monopolistes à l'intérieur d'une même branche, etc.

Comme le monopole reste un monopole capitaliste, c'est-à-dire basé sur la propriété privée capitaliste, il ne peut abolir la concurrence, mais coexiste avec elle. Il en ressort tout à fait clairement l'absurdité des affirmations de la social-démocratie selon lesquelles le capitalisme peut se transformer en un capitalisme organisé et abolir les crises.

« Que les cartels évitent les crises, c'est là un conte fantaisiste des économistes bourgeois disposés à tout prix à rendre moins hideux le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans certaines branches d'industrie, augmente, aggrave le chaos inhérent à

l'ensemble de la production capitaliste. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 36.)

La légende social-démocrate du « capitalisme organisé » n'a rien de commun avec la réalité. La meilleure preuve en est la crise économique actuelle qui a éclaté en 1929 et a porté un coup mortel à la théorie du « capitalisme organisé ».

Si la théorie du « surimpérialisme » avait été élaborée dans le but d'amener la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie dans sa guerre de pillage pour un nouveau partage du monde, avec la théorie du « capitalisme organisé » la social-démocratie se donnait pour tâche d'amener la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie dans sa tentative de trouver une issue à la profonde crise générale dans laquelle le capitalisme est tombé lors du déclenchement de la guerre mondiale et surtout avec le début de la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie a tenté de trouver cette issue par la voie de la rationalisation capitaliste, qui signifie une exploitation féroce, sans précédent, de la classe ouvrière.

#### ***La théorie de la « démocratie économique »***

La social-démocratie, était le défenseur le plus acharné de la rationalisation capitaliste. Pour obliger les ouvriers à soutenir cette rationalisation, les théoriciens social-démocrates ont formulé la théorie du « capitalisme organisé », qui est, paraît-il, déjà du socialisme, et ils ont cherché à prouver aux ouvriers que ceux-ci faisaient des sacrifices, non au capitalisme, mais à eux-mêmes, que dans le capitalisme organisé domine la « démocratie économique », que la classe ouvrière participe déjà à la direction de l'économie, que les cartels et les trusts représentent des éléments du socialisme, que la toute-puissance du capital arrive à sa fin, etc.

Il est aisé de voir que toutes ces « théories » ont pour but de duper les masses. Il existe bien une organisation dans chaque usine capitaliste et néanmoins elle ne cesse pas d'être capitaliste. C'est pourquoi l'organisation capitaliste de la production, qui dépasse les limites d'une entreprise et embrasse (dans les limites d'un consortium ou d'un trust) un grand nombre d'entreprises, n'est pas non plus du socialisme. Voir du socialisme partout où il y a des éléments d'organisation, cela signifie supprimer tout

à fait la différence entre le capitalisme et le socialisme.

Là où les moyens de production sociaux appartiennent aux capitalistes et non à la classe ouvrière, il n'y a pas de socialisme, quel que soit le nombre des éléments d'organisation.

Il n'y a rien de socialiste dans l'élargissement de l'organisation de la production au delà du cadre d'une seule entreprise. Les entreprises ne deviennent socialistes que lorsqu'elles sont expropriées et deviennent la propriété collective de la classe ouvrière dans la personne de son État.

Dans la période du capitalisme monopoliste, il ne se forme pas d'éléments de socialisme; nous observons seulement la complète maturité des *prémises* pour la transition au mode socialiste de production. En même temps, les contradictions de classes s'aggravent à l'extrême et une explosion révolutionnaire se prépare contre le capitalisme. La période de transition du *capitalisme au communisme* ne commence que du jour où la dictature du prolétariat est instaurée.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, dit Marx, se place la période de la transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. » (K. Marx et F. Engels : *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfturt*, p. 33. Bureau d'éditions, 1933.)

La social-démocratie présente le capitalisme monopoliste comme le véritable commencement du socialisme, afin de détourner la classe ouvrière du renversement révolutionnaire du capitalisme, afin de sauver le capital agonisant.

#### ***La théorie du « capitalisme d'État »***

Après que, devant la crise actuelle, les théories du « capitalisme organisé » et de la « démocratie économique » eurent entièrement fait faillite, la social-démocratie tenta de les faire reparaître sous la forme de la théorie du « capitalisme d'État ». Lorsque, en 1931, commença la série des faillites des grandes banques, des trusts et des konzerns le capital monopoliste se mit à utiliser de façon intensive le trésor de l'État pour sauver les entreprises en faillite et pour prévenir de nouvelles

banqueroutes. L'État accorde à ces entreprises d'énormes subventions sous la forme d'achat d'une partie de leurs actions, et il se procure les moyens de le faire par l'augmentation des impôts, par la réduction des secours aux chômeurs et aux invalides, par la compression des dépenses pour l'instruction publique, etc... Ce pillage des masses travailleuses au profit de l'oligarchie financière est présenté par les chefs social-démocrates comme une intervention de l'État (qui, selon la théorie social-démocrate, n'est pas un État de classe, mais un État « au-dessus des classes », l'État « de tout le peuple ») dans les affaires des capitalistes ; en achetant une partie des actions, l'État, paraît-il, devient un des associés des entreprises sauvées et obtient le contrôle de ces entreprises qui cessent d'être capitalistes et deviennent prétendument des organismes de capitalisme d'État ne se distinguant en rien des organismes socialistes.

Mais même si ces entreprises passaient entièrement entre les mains de l'État, même si elles devenaient vraiment des organismes de capitalisme d'État, elles ne seraient pas socialistes parce que, dans la société bourgeoise, l'État n'est que l'organe exécutif de la classe des capitalistes. En son temps, Engels a raillé impitoyablement les « socialistes » qui voyaient dans la construction des chemins de fer d'État le commencement du socialisme :

« Ce n'était pas le moins du monde des mesures socialistes, ni directes, ni indirectes, ni consciemment, ni inconsciemment. Sans cela, le commerce maritime royal, la manufacture royale de porcelaine, et jusqu'au tailleur de la compagnie dans l'armée, seraient des institutions socialistes. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, t. III, p. 42, note.)

Et la social-démocratie actuelle appelle non seulement capitalisme d'État, mais même socialisme le fait que l'État fait passer l'argent des poches des masses populaires exploitées dans les poches des capitalistes en faillite.

Lorsqu'en 1931 fut publié le décret extraordinaire du gouvernement allemand sur les subventions aux banques, sur l'augmentation des impôts et sur la réduction des salaires et des dépenses sociales, un des chefs de la socialdémocratie allemande, Hilferding, déclara tout net que ce décret était... un morceau de socialisme.

### ***Les théories de Trotski et des opportunistes de droite sur l'impérialisme***

Le trotskisme et l'opportunisme de droite ont, bien que sous des formes différentes, adopté dans son essence la théorie social-démocrate de l'impérialisme.

Déjà, au cours de la guerre de 1914-1918. Trotski lança le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe », entièrement basé sur la théorie kautskiste du surimpérialisme. Trotski affirmait que le développement du capitalisme conduit à une union des États capitalistes de l'Europe en un trust impérialiste unique et que cette union serait un pas en avant. Trotski ne lançait pas le mot d'ordre de la révolution prolétarienne et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » dans le régime capitaliste.

Lénine dévoila immédiatement ce mot d'ordre et montra qu'il découle de la négation de l'inégalité grandissante du développement à l'époque de l'impérialisme et signifie la négation de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. Les « États-Unis » de l'Europe capitaliste, c'est-à-dire le surimpérialisme, sont impossibles en raison de l'accentuation de l'inégalité du développement. Mais en admettant même la possibilité d'une telle union de l'Europe capitaliste, elle amènerait, en réalité, un renforcement de l'impérialisme et de son oppression dans les métropoles et les colonies.

La théorie kautskiste du « surimpérialisme » adoptée par Trotski sous la forme du mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » constitue, comme nous le montrerons dans le paragraphe suivant, la base de sa théorie de l'impossibilité, de construire le socialisme en U.R.S.S. Ce n'est pas par hasard que le trotskisme s'est transformé en avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et ce n'est pas par hasard que Trotski, *conjointement avec Kautsky*, lutte contre l'U.R.S.S.

L'opportunisme de droite a également adopté, mais sous une autre forme, la théorie social-démocrate de l'impérialisme. Ainsi, le camarade Boukharine affirmait que dans le capitalisme contemporain l'anarchie, est de plus en plus évincée par l'organisation, que nous assistons à l'établissement du capitalisme d'État qui « ... signifie

l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays et une très forte aggravation de la concurrence entre les pays capitalistes. » (Pravda, 26 mai 1929.)

Mais la théorie de l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays n'est rien d'autre que la théorie du « capitalisme organisé ». Il est vrai que le camarade Boukharine estimait que la concurrence s'accroissait sur le marché mondial, mais cette affirmation contredit son autre affirmation concernant l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays. Car si le capitalisme organisé est possible dans les limites d'un seul pays, c'est-à-dire si le « capitalisme organisé » est possible en général, il doit l'être aussi à l'échelle mondiale.

Ce n'est pas par hasard que la déviation de droite a adopté la théorie social-démocrate du « capitalisme organisé ». Cette théorie a ses racines dans toute la conception théorique générale des droitiers (la compréhension de la valeur comme une « loi de l'équilibre » et par cela même la dissimulation des contradictions du capitalisme, la « loi de la dépense du travail », la réduction des rapports de production à la technique, etc.). Elle n'est qu'une partie composante de toute la plate-forme de la déviation de droite et on ne peut l'en séparer. C'est précisément de là que découle l'appréciation par les droitiers de la période de stabilisation partielle et précaire du capitalisme comme d'une stabilisation durable et solide, la capitulation de fait des droitiers devant l'idéologie et la politique de la social-démocratie au lieu d'une lutte implacable contre elle. Voilà pourquoi l'Internationale communiste menait et mène une lutte impitoyable contre les opportunistes de droite comme les agents de la social-démocratie dans les rangs des Partis communistes. Exclue de l'Internationale communiste, les renégats droitiers (Brandler, Lovestone, et autres), de même que les trotskistes, ont entièrement dévoilé leur nature contre-révolutionnaire en intervenant ouvertement, conjointement avec les chefs social-démocrates, contre le communisme.

### **La théorie de Rosa Luxemburg**

En conclusion, arrêtons-nous encore sur la théorie semi-menchévik de l'impérialisme de Rosa Luxemburg.

Nous avons déjà plus haut pris connaissance de la théorie de l'accumulation de Rosa Luxemburg. Cette dernière est la base de sa théorie de l'impérialisme selon laquelle l'impérialisme est conditionné par l'impossibilité de l'accumulation dans un régime capitaliste pur, c'est-à-dire dans une société capitaliste qui comprend seulement des ouvriers et des capitalistes. L'impérialisme, c'est, selon son opinion, la politique de la soumission des « tierces personnes », c'est-à-dire des pays agraires arriérés, aux pays industriels capitalistes, hautement développés, politique qui découle de l'impossibilité de l'accumulation.

Il n'est pas difficile de voir que Rosa Luxemburg, pareillement à Kautsky, nie l'impérialisme en tant qu'*étape particulière* dans le développement du capitalisme. Elle déduit l'impérialisme non pas du fait que le capitalisme a subi des modifications internes essentielles (domination des monopoles, capital financier), mais de l'existence d'une prétendue impossibilité de l'accumulation en régime capitaliste pur. Mais si l'impérialisme découle de l'impossibilité de l'accumulation, c'est que le capitalisme a toujours été impérialiste, car l'accumulation, selon Rosa Luxemburg, n'est jamais possible en régime capitaliste pur. Par conséquent, l'impérialisme existe depuis qu'existe le capitalisme, il n'est pas une étape de son développement.

Selon Rosa Luxemburg, les crises découlent non de la contradiction *intérieure* fondamentale du capitalisme, mais de la contradiction *extérieure* entre le capitalisme et les « tierces personnes » non capitalistes. De même, l'impérialisme n'est pas non plus le produit du développement des contradictions *intérieures* du capitalisme, mais l'expression de cette contradiction *extérieures*. Mais il s'ensuit que le capitalisme devra périr non du développement de ses contradictions intérieures, mais de la disparition des « tierces personnes » qui rendent possible l'accumulation du capital. Il est vrai que Rosa Luxemburg faisait cette réserve que la révolution prolétarienne aura lieu bien avant la disparition de ces « tierces personnes ». Mais cette réserve contredit sa théorie dont il découle que le capitalisme peut exister tant qu'existeront les « tierces personnes », les petits producteurs.

Il ressort de la théorie de l'impérialisme de Rosa Luxembourg que le capitalisme s'effondrera automatiquement et que cet effondrement doit avoir lieu quand disparaîtra la possibilité de l'accumulation. A l'opposé de l'aile opportuniste de la social-démocratie d'avant-guerre, Rosa Luxembourg se prononçait pour la nécessité de la révolution prolétarienne. Mais elle se représentait cette révolution uniquement comme un acte spontané. Ainsi, de même que l'aile opportuniste (y compris Trotski), elle niait la nécessité du Parti en tant qu'avant-garde révolutionnaire, en tant que chef dirigeant et organisateur du prolétariat en vue de la révolution, et se mit du côté des mencheviks contre les bolcheviks dans la question des statuts du Parti. De sa théorie de l'accumulation et de l'impérialisme, il découle que le capitalisme fera automatiquement naufrage, et cette dernière affirmation conduit Rosa Luxembourg à compter sur le mouvement spontané des masses. C'est précisément pour cela que Rosa Luxembourg considérait la grève générale, et non l'insurrection armée comme l'arme principale de la révolution.

Tout en menant à la tête de l'aile gauche de la social-démocratie allemande d'avant la guerre, la lutte contre l'opportunisme, Rosa Luxembourg dans les problèmes fondamentaux de la tactique de la révolution prolétarienne, hésitait toutefois entre le menchévisme et le bolchévisme et intervint souvent contre le bolchévisme. Les social-démocrates de gauche dans l'Allemagne d'avant-guerre...

« ... possèdent également un grand et sérieux bagage révolutionnaire... C'est justement pour cela que les bolcheviks les considéraient comme des social-démocrates de gauche, les soutenaient et les poussaient en avant. Mais cela ne supprime pas et ne

peut pas supprimer le fait que les social-démocrates de gauche en Allemagne commirent en même temps toute une série d'erreurs politiques et théoriques des plus graves, qu'ils ne s'étaient pas encore libérés de leur bagage menchevik et, par conséquent, avaient besoin de la critique la plus sérieuse de la part des bolcheviks. » (J. Staline : « Sur quelques questions de l'histoire du bolchévisme »,

*Internationale communiste*, 15 nov.-1er déc. 1931, p. 1612.)

C'est pourquoi toute tentative de présenter la question comme si les bolcheviks sous-estimaient les erreurs des « gauches » n'est rien d'autre qu'une tentative de faire disparaître la calomnie trotskiste suivant laquelle les bolcheviks ne sont devenus de véritables marxistes révolutionnaires que lorsqu'en 1917 ils se sont prétendument « réarmés » par l'étude de la théorie et de la tactique mencheviks de Trotski.

Ainsi nous voyons que la seule théorie juste et scientifique est la théorie léniniste de l'impérialisme qui continue et développe la doctrine de Marx de la ruine du capitalisme. Le grand mérite de Lénine consiste non seulement dans la découverte du fait que l'impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne, mais aussi dans le fait que, sur la base de l'analyse des lois de l'impérialisme, il a développé la doctrine de Marx et d'Engels de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Le grand mérite de Lénine consiste également dans le fait que, après avoir découvert la loi du développement inégal des différents pays à l'époque de l'impérialisme, il a aussi découvert qu'il en découle la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [HTTP://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/](http://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/)



## Libye – Dans les méandres de l’après Kadhafi : la guerre secrète de l’OTAN



Les membres du CNT n’en peuvent plus. Alors que personne ne leur fait plus confiance, surtout leurs propres milices, ils ont compris finalement que, ce n’est qu’avec les pro-Kadhafi qu’ils peuvent reconstruire le pays. Ils font désormais le siège, que dis-je, pression sur l’ONU, pour le dégel des biens souverains libyens. Il reste à peine 150 millions de dollars dans les banques occidentales qui en ont bien besoin. Après avoir détruit leur pays, incapables de dédommager les victimes des bombes de l’OTAN ou de lancer des chantiers de reconstruction, notamment à Syrte (vidéo) où, les populations sont hostiles surtout qu’elles n’ont plus rien, l’heure est grave.

Les jeunes des milices sont désormais désœuvrés et obligés de voler, piller et racketter des innocents, pour subsister. “Obligés” est bien un grand mot. Ils ne sont pas qualifiés pour prendre la place laissée par les travailleurs expatriés. Avant la guerre, ils étaient estimés à près de 2 millions, dont la majorité venait

d’Afrique subsaharienne, et le reste d’Asie. Les jeunes Libyens qui avaient pris les armes sans réfléchir avaient cru que leur révolution par procuration allait leur procurer la richesse. Guidés par une propagande extrême, les biens qu’ils recevaient gratuitement de la part de la Grande Jamahiriya arabe libyenne et socialiste, n’existent plus. Ne dit-on pas très souvent que, à trop vouloir gagner on perd ?

Alors que le géant pétrolier italien ENI vient d’annoncer ostensiblement que sa production a retrouvé son lustre d’avant la guerre, pour les Libyens, l’horizon est bouché, obscurci. Les groupes de rebelles qui avaient pillé de nombreux dépôts d’armes laissés par l’armée libyenne, sont interceptés chaque jour dans le désert libyen par des drones français et américains. Le sahel étant devenue une poudrière, la crainte qu’il vendent ces armes à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) fait craindre le pire. Ainsi, leurs convois sont simplement détruits, au grand dam du CNT qui se retrouve peu à peu en déficit de combattants, surtout que certains ont été défaits en Syrie. Ces derniers voient donc l’OTAN se retourner contre eux. On assiste, dans le désert libyen, à une nouvelle guerre. Une guerre secrète que les médias “mainstream” sont interdits de divulguer.

Mais que croyaient ces zozos du CNT ?

# "2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère "

En septembre 2010, dans notre livre « Le réveil du dragon », nous avons analysé les caractéristiques de la déroute multiforme des pays impérialistes en déclin. Nous avons alors montré que les illusions de la "reprise économique" se dissiperaient rapidement devant la réalité du mur de la dette. Dans le même temps, nous avons montré que l'émergence de l'impérialisme chinois ne faisait que débiter, et que face à celle-ci, ses concurrents se trouveraient de plus en plus démunis et impuissants. Ainsi, comme nous allons le voir dans ce nouveau livre, même l'actuelle flambée du recours aux méthodes coloniales apparaît n'être qu'un bien éphémère sursis. Un sursis synonyme d'aveu d'impuissance, au moment où les élites des pays impérialistes en déclin apparaissent de plus en plus en difficulté, sur la scène nationale comme internationale. Vincent Gouysse



Première de couverture : Le jet régional ARJ-21, le premier groupe aéronaval chinois emmené par le porte-avions Shi-Lang et le chasseur furtif chinois J-20 (vues d'artistes de quelques symboles de la montée en puissance de l'industrie chinoise).

Quatrième de couverture : Le pont Haiwan (devenu cette année le plus long pont maritime du monde), le sous-marin habité Jiaolong et le futur module spatial Tiangong 1 (symboles des programmes d'exploration sous-marin et spatial chinois) ; enfin, l'un des ouvrages composant le titanesque projet d'adduction d'eau sud-nord



Ce livre est un complément indispensable du livre « Le réveil du dragon ». Dans ce livre, comme dans le précédent, le camarade Vincent Gouysse analyse avec rigueur les problèmes auxquels auront à faire face les pays impérialistes en déclin dans un avenir assez proche. Ce livre fournit un outil pour approfondir cette nouvelle période de l'histoire de l'impérialisme et comprendre les principales caractéristiques du développement de l'impérialisme chinois par des faits concrets. En illustrant de manière scientifique la loi léniniste du développement inégal des pays capitalistes. Ce livre fournit une importante contribution à l'enrichissement du marxisme et à la promotion de l'influence du socialisme scientifique en nous aidant à saisir l'essence de la réalité. Or, comme le remarquait Lénine, « la réalité est le meilleur remède à toutes les divergences théoriques ». (Lénine, *Œuvres*, tome 8, p.245). L'œuvre du camarade Vincent Gouysse fournit donc une importante contribution à la construction de l'unité des communistes.

Dr Adélar Paquin.

Vous pouvez télécharger le livre gratuitement ou en commander une version papier en vous adressant :

<http://www.communisme-bolchevisme.net/>